



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**  
**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

**TOGO 2020**





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**

Ministère de l'Economie et des Finances

**Comité de la Balance des Paiements**

# **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

**TOGO 2020**





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Nationale pour le TOGO / Secrétariat du Comité**

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE  
DU TOGO AU TITRE DE L'ANNEE 2020**

---

# SOMMAIRE

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>LISTE DES ENCADRES.....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>6</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES.....</b>	<b>8</b>
<b>AVANT PROPOS.....</b>	<b>9</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>10</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>11</b>
<b>I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....</b>	<b>14</b>
I.1- Balance commerciale des biens.....	16
I.1.1- Exportations de biens.....	16
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	16
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	17
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	32
I.1.2- Importations de biens.....	37
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	37
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	37
I.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	42
I.2- Balance des services.....	49
I.2.1- Exportations de services.....	50
I.2.2- Importations de services.....	51
I.3- Compte DU revenu primaire.....	52
I.4- Compte DU revenu secondaire.....	54
<b>II- COMPTE DE CAPITAL.....</b>	<b>55</b>
II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	55
II.2- Transferts de capital.....	55
<b>III- COMPTE FINANCIER.....</b>	<b>57</b>
III.1- Investissements directs.....	57
III.2- Investissements de portefeuille.....	57
III.3- Dérivés financiers.....	57
III.4- Autres investissements.....	58
<b>IV- CAPITAUX MONETAIRES.....</b>	<b>59</b>
IV.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	59
IV.2- Actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt.....	60

---

IV.3- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôt.....	60
IV.4- Avoirs de réserve.....	61
<b>V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....</b>	<b>62</b>
V.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	62
V.2- Structure géographique de la position extérieure globale.....	63
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>65</b>
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>66</b>

---

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Actifs Extérieurs Nets
AIGE	Aéroport International Gnassingbé Eyadéma
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CCFCC	Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao
CEB	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Social de Développement
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAT	Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PAL	Port Autonome de Lomé
PASA	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PAUT	Projet d'Aménagement Urbain au Togo
PDC	Projet de Développement Communautaire
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PPP	Partenariat Public-Privé
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
SEGUCE	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

---

## **LISTE DES ENCADRES**

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements.....18

Encadré 2 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA.....48

---

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des transactions courantes .....	14
Tableau 2 : Evolution du solde de la balance des biens .....	16
Tableau 3 : Evolution des exportations de biens .....	17
Tableau 4 : Evolution du service de la dette et des exportations de biens .....	17
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises générales .....	18
Tableau 6 : Evolution des exportations de marchandises en commerce général .....	22
Tableau 7 : Evolution des exportations de produits agricoles .....	23
Tableau 8 : Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté .....	24
Tableau 9 : Evolution des quantités et valeurs de café exporté .....	25
Tableau 10 : Evolution des quantités et valeurs de coton exporté.....	26
Tableau 11 : Evolution des exportations des autres matières premières agricoles .....	26
Tableau 12 : Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale .....	27
Tableau 13 : Evolution des exportations de produits miniers .....	27
Tableau 14 : Evolution des quantités et valeurs de phosphates exportés.....	28
Tableau 15 : Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté .....	28
Tableau 16 : Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés .....	29
Tableau 17 : Evolution des réexportations de produits pétroliers .....	29
Tableau 18 : Evolution des exportations de produits industriels .....	29
Tableau 19 : Evolution des exportations de ciment en valeur .....	30
Tableau 20 : Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté .....	32
Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique .....	32
Tableau 22 : Proportion des exportations en Afrique .....	35
Tableau 23 : Evolution des importations de biens .....	37
Tableau 24 : Evolution des marchandises générales importées .....	37
Tableau 25 : Evolution des importations de biens en commerce spécial .....	38
Tableau 26 : Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits .....	38
Tableau 27 : Evolution des importations des biens de consommation .....	39

---

Tableau 28 : Evolution des importations du groupe « Alimentation–Boissons-Tabacs ».....	39
Tableau 29 : Evolution des importations du groupe « Autres produits finis pour la consommation » .....	40
Tableau 30 : Evolution des importations d'énergie et lubrifiants .....	40
Tableau 31 : Evolution des importations des matières premières .....	41
Tableau 32 : Evolution des importations des biens d'équipement .....	41
Tableau 33 : Répartition des importations par zone géographique .....	42
Tableau 34 : Proportion des importations en provenance d'Afrique .....	47
Tableau 35 : Evolution de la balance des services .....	49
Tableau 36 : Evolution du solde des transports .....	49
Tableau 37 : Evolution du solde des voyages .....	50
Tableau 38 : Evolution du solde des autres services .....	50
Tableau 39 : Evolution des exportations de services .....	50
Tableau 40 : Evolution des importations de services .....	51
Tableau 41 : Evolution du solde du compte de revenu primaire .....	52
Tableau 42 : Evolution du solde des revenus des investissements.....	53
Tableau 43 : Evolution du solde du compte de revenu secondaire.....	54
Tableau 44 : Evolution du compte de capital .....	56
Tableau 45 : Evolution du solde du compte financier .....	57
Tableau 46 : Evolution des autres investissements .....	58
Tableau 47 : Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale .....	59
Tableau 48 : Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts .....	60
Tableau 49 : Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	61
Tableau 50 : Avoirs de réserve .....	61
Tableau 51 : Position extérieure globale .....	63
Tableau 52 : Position extérieure globale par zone géographique .....	64

---

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton.....	12
Graphique 2- Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes.....	14
Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles.....	23
Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en quantité et en valeur.....	23
Graphique 5- Evolution des exportations de café en quantité et en valeur.....	24
Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur.....	25
Graphique 7- Evolution des exportations de phosphate en quantité et en valeur.....	27
Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et en valeur.....	28
Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en valeur .....	30
Graphique 10- Evolution des parts relatives des exportations par zone géographique.....	32
Graphique 11- Evolution des exportations en commerce spécial (volume et valeur).....	38
Graphique 12- Evolution des parts relatives des importations par zone géographique.....	43
Graphique 13- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	59
Graphique 14- Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt.....	60

---

## AVANT PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Togo au titre de l'année 2020. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie retracent les relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent notamment la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG). La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG, quant à elle, donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, du revenu primaire et du revenu secondaire. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette. En effet, les débits réalisés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits effectués sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde du compte financier négatif traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Les comptes extérieurs de l'année 2020, comme ceux de 2011 à 2019, ont été élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édité en 2009, prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques, ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle du FMI. A la différence de la présentation du FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

En outre, la monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire. De plus, le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

---

## RESUME

L'économie mondiale a évolué en 2020 dans un environnement caractérisé par les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire liée au coronavirus, ainsi que les incertitudes liées aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Dans ce contexte, l'activité économique mondiale a enregistré une contraction de 3,1% en 2020, contre une hausse de 2,8% en 2019, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) d'octobre 2021.

Au plan national, la situation économique a été marquée principalement par les effets négatifs de la pandémie de la Covid-19, les conditions climatiques défavorables localisées dans certaines zones de production agricole, ainsi que la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier. Le taux de croissance du PIB réel se chiffrerait à 1,8% en 2020, contre 5,5% en 2019.

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2020, un excédent de 240.712 millions, contre un excédent de 170.150 millions en 2019, soit un accroissement de 70.561 millions. Cette évolution résulte principalement de la réduction de 20.549 millions du solde déficitaire du compte des transactions courantes, ainsi que des améliorations de 44.666 millions du solde du compte de capital et de 6.101 millions des flux nets au titre du compte financier.

Le solde du compte des transactions courantes a été réduit de 20.549 millions, en passant de -32.485 millions en 2019 à -11.936 millions en 2020. Cette évolution résulte de la consolidation des soldes des revenus secondaire (+44.209 millions) et primaire (+11.647 millions), ainsi que de la réduction du déficit de la balance des biens (-15.291 millions), atténuées par la baisse du solde excédentaire des services (-50.598 millions). Le déficit courant, hors dons publics, rapporté au PIB s'est établi à 1,1% du PIB en 2020, contre 2,2% en 2019.

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 214.550 millions en 2020, contre 169.884 millions l'année précédente, soit une hausse de 26,3%, en liaison avec l'accroissement des transferts nets en capital reçus par les sociétés financières et non financières, ainsi que les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM).

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2020 par un excédent de financement de 202.613 millions, après un excédent de 137.399 millions enregistré l'année précédente.

Le compte financier a enregistré en 2020 des entrées nettes de capitaux à hauteur de 35.974 millions, contre des entrées nettes de 29.873 millions en 2019, en amélioration de 6.101 millions, en ligne avec la réduction des sorties nettes de capitaux au titre des investissements de portefeuille, atténuée par les baisses des entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs et des autres investissements.

Les transactions extérieures, comparativement à l'année 2019, se sont soldées, en 2020, par une hausse des créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents de 70.562 millions, en relation avec l'augmentation de 435.025 millions des créances nettes des autres institutions de dépôt, atténuée par le repli de 364.463 millions de celle de la Banque Centrale.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un accroissement de 274.955 millions avec un solde net de -305.696 millions au titre de l'année 2020, contre -580.651 millions un an plus tôt, suite à une augmentation des avoirs, les engagements ayant quasiment stagné.

---

## INTRODUCTION

L'environnement économique et financier mondial au cours de l'année 2020 a été marqué par les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire liée au coronavirus, les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, ainsi que les incertitudes liées aux élections américaines. Selon les estimations réalisées par le Fonds Monétaire International (FMI) en octobre 2021, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à -3,5% en 2020, contre 2,8% en 2019.

**Dans les pays industrialisés**, la croissance économique s'est établie à -4,9% en 2020 contre 1,6% en 2019.

**Aux Etats-Unis**, l'activité économique s'est contractée de 3,4%, après une hausse de 2,2% en 2019.

**Dans la Zone euro**, la croissance économique a été négative, en ressortant à -7,2% en 2020 après 1,3% en 2019.

**Au niveau des pays émergents et en développement**, le taux de croissance est ressorti à -2,4% en 2020 contre 3,6% en 2019. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,0% en 2019 à 2,3% en 2020. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de -8,0% en 2020 contre 4,2% en 2019. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à -4,5% en 2020 après 1,4% en 2019. En Russie, il s'est établi à -3,6% en 2020 après 1,3% en 2019.

**En Afrique subsaharienne**, le Produit Intérieur Brut (PIB) a reculé de 2,6% en 2020. Le Nigeria a connu une récession de l'activité de 3,2% en 2020, après une hausse de 2,2% en 2019. En Afrique du Sud, l'économie a enregistré une contraction de 7,5% en 2020.

**Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique a évolué, au cours de l'année 2020, dans un environnement international marqué par les effets négatifs de la pandémie du coronavirus (Covid-19) et par la persistance des tensions commerciales au niveau mondial, notamment entre les Etats-Unis et la Chine. Au niveau interne, l'activité économique s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres de l'Union pour limiter la propagation de la pandémie, notamment les mesures de confinement partiel, la fermeture des frontières et la suspension temporaire du trafic routier et aérien international.

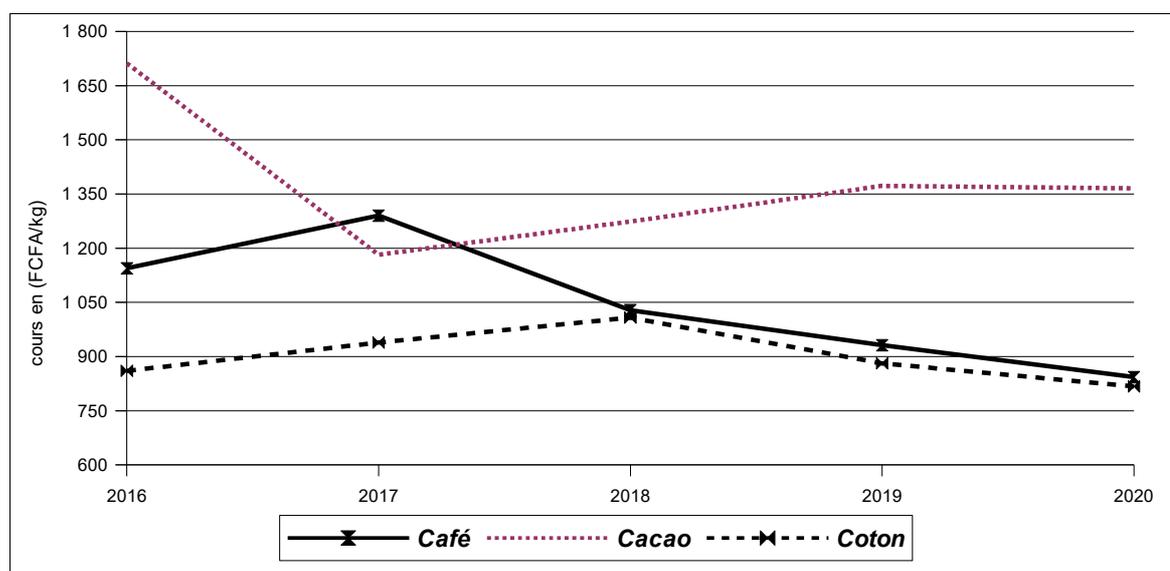
Dans ce contexte, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 1,8% en 2020 après 5,7% en 2019, du fait de la baisse de l'activité économique, notamment dans les secteurs manufacturier, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. Les apports des secteurs primaire, secondaire et tertiaire sont ressortis respectivement à 0,8 point, 0,4 point et 0,6 point.

La campagne agricole 2020/2021 a bénéficié, au plan climatique, de conditions pluviométriques globalement favorables. Selon le centre régional AGRHYMET, les quantités d'eau enregistrées ont été supérieures aux moyennes observées sur la période 1981- 2010. Ainsi, la production vivrière de l'UEMOA, estimée à 69.675.000 tonnes au titre de la campagne 2020/2021, a enregistré une hausse de 5,1%, principalement portée par les tubercules (+3,9%) et les céréales (+3,8%). Les productions des autres cultures (légumineuses, plantes horticoles, fruits, etc.) ont progressé de 10,0%. Les récoltes de cultures vivrières obtenues au cours de l'année 2020 sont en hausse de 14,8% comparées à la production moyenne réalisée lors des cinq (5) précédentes années.

Au titre des matières premières, les cours se sont ressentis de l'ampleur de la crise économique mondiale en 2020 et des effets des tensions commerciales internationales. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 1,2% en 2020 après 0,16% en 2019. La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits non énergétiques avec notamment les huiles (+22,9%), le cacao (+1,4%), l'uranium (+13,5%), l'or (+27,0%) et le bois grume (+1,1%). Les baisses enregistrées par les prix des produits énergétiques (-32,3%) et de certains produits non énergétiques tels que le café (-7,9%), la noix de cajou (-41,2%), le coton (-5,6%), le caoutchouc (-6,3%), le zinc (-11,1%) et les phosphates (-13,6%) ont exercé un effet modérateur.

Les évolutions des cours du café, du cacao et du coton sont représentées sur le graphique ci-après.

**Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton**



Source : BCEAO

Au titre des principales cultures d'exportation, les récoltes seraient en hausse au cours de la campagne agricole 2020/2021, par rapport à la précédente campagne.

Après trois années de récoltes exceptionnelles, la production de cacao a connu une baisse de 8,2%, durant la campagne 2020/2021, ressortant à 2.065.690 tonnes au sein de l'Union. Cette évolution est imputable à la volonté des Autorités ivoiriennes de maintenir la production autour de 2.000.000 de tonnes, afin de limiter l'offre sur le marché international et éviter un effondrement des cours mondiaux.

S'agissant de la production de café, elle est ressortie à 103.884 tonnes, en baisse de 10,0% par rapport à la campagne précédente. Cette situation est consécutive, entre autres, au vieillissement des vergers en Côte d'Ivoire et au désintérêt des producteurs de cette spéculation, au regard de la baisse de 21,4% du prix au producteur.

---

Les données disponibles situent la récolte de coton graine dans l'Union à 1.981.352 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, en baisse de 23,3% par rapport à la campagne précédente. Ce résultat est imputable à la chute de 75,1% et de 5,6% des productions enregistrées respectivement au Mali et au Bénin, atténuée par l'augmentation de 2,9% des récoltes au Burkina Faso. Au Mali, cet important repli de la production est consécutif à la réduction des superficies emblavées, suite à un désaccord avec le monde rural sur la diminution des prix d'achat au producteur. Au Bénin, la baisse des récoltes de coton graine résulte des mauvaises conditions pluviométriques qui ont prévalu en début de campagne et, plus tard, des inondations survenues dans certaines zones de production au Nord du pays.

Le volume de noix de cajou est ressorti à 1.353.622 tonnes au cours de la campagne 2020/2021, en hausse de 24,6% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à la hausse de 42,1% des récoltes en Côte d'Ivoire, principal producteur avec 56,8% de l'offre totale de l'Union.

**Au plan national**, la situation économique en 2020 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier, ainsi que les effets négatifs directs et indirects de la pandémie de la Covid-19.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs en 2020 se présente comme suit :

- accroissement de 1,8% du PIB<sup>1</sup>, en termes réels, qui s'établit à 4.201.540 millions, contre 4.129.163 millions en 2019. En termes nominaux, le PIB passerait de 4.230.509 millions en 2019 à 4.359.855 millions en 2020, soit une progression de 3,1% ;
- progression de 1,8% de la moyenne de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC) en 2020, contre un accroissement de 0,7% en 2019 ;
- hausse de 3,6% des recettes courantes de l'Etat qui se chiffrent à 724.554 millions en 2020 (16,6% du PIB), contre 699.256 millions en 2019 (16,5% du PIB) ;
- augmentation de 50,1% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 1.131.256 millions (25,9% du PIB) en 2020, contre 753.552 millions (17,8% du PIB) une année plus tôt ;
- hausse de 11,6% de la masse monétaire qui se chiffre à 2.013.285 millions en 2020, contre 1.804.260 millions une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 15,1% des dépôts en banque, alors que la circulation fiduciaire a fléchi de 3,5%. Les créances sur l'économie augmentent de 0,3% en s'établissant à 1.305.479 millions (29,9% du PIB) en 2020, contre 1.301.280 millions (30,8% du PIB) en 2019, à la faveur notamment de la hausse des concours aux opérateurs économiques du secteur des bâtiments et travaux publics. Les créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration publique centrale ont fléchi de 67,2%, passant de 44.399 millions en 2019 à 14.545 millions en 2020. Quant aux actifs extérieurs nets, ils ont augmenté de 33,4% pour s'établir à 975.515 millions en 2020, contre 731.473 millions, une année plus tôt.

Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs en 2020 se sont traduits par un accroissement de 70.562 millions du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à 240.712 millions en 2020, contre 170.150 millions en 2019. Cette évolution résulte d'une baisse de 20.549 millions du déficit courant, d'une augmentation de 44.666 millions du solde du compte de capital et d'une amélioration de 6.101 millions des flux nets au titre du compte financier.

---

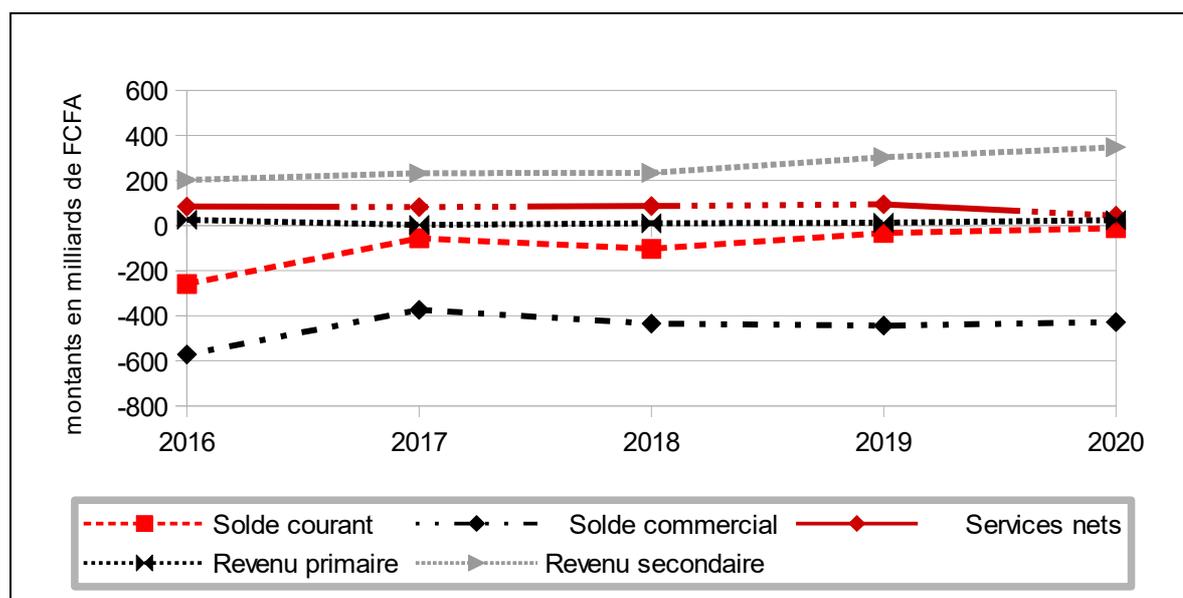
<sup>1</sup>Il s'agit du PIB calculé conformément au Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008, avec 2016, comme nouvelle année de base.

## I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2020 les transactions courantes du Togo se sont soldées par un déficit de 11.936 millions, en baisse de 20.549 millions par rapport au déficit de 32.485 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte de l'accroissement des soldes des revenus secondaire (+44.209 millions) et primaire (+11.647 millions), ainsi que de la réduction du déficit de la balance des biens (-15.291 millions), atténués par la baisse du solde excédentaire des services (-50.598 millions).

**Graphique 2 - Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes**



Source : BCEAO

**Tableau 1- Balance des transactions courantes (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Biens et Services	-486 976	-291 486	-347 717	-348 971	-384 278	10,1%
Biens	-571 673	-373 810	-434 622	-443 465	-428 175	-3,4%
Services	84 696	82 324	86 905	94 494	43 896	-53,5%
Revenu primaire	25 841	2 902	10 742	12 962	24 609	89,9%
Revenu secondaire	202 388	232 467	234 300	303 524	347 733	14,6%
<b>Balance courante</b>	<b>-258 747</b>	<b>-56 117</b>	<b>-102 675</b>	<b>-32 485</b>	<b>-11 936</b>	<b>-63,3%</b>
<b>Balance courante hors dons publics</b>	<b>-301 086</b>	<b>-116 936</b>	<b>-135 858</b>	<b>-94 553</b>	<b>-49 131</b>	<b>-48,0%</b>
PIB Nominal	3 574 379	3 713 574	3 950 447	4 230 509	4 359 855	3,1%
<b>Solde courant rapporté au PIB</b>	<b>-7,2%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>0,5 (*)</b>
<b>Solde courant hors dons publics rapporté au PIB</b>	<b>-8,4%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>1,1 (*)</b>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations d'août 2021)

Le déficit courant a représenté 0,3% du PIB en 2020, en amélioration de 0,5 point de pourcentage par rapport aux 0,8% enregistrés en 2019.

---

Hors dons officiels, le déficit courant s'est chiffré à 1,1% du PIB, contre 2,2% en 2019 sous l'effet conjugué :

- de l'accroissement des exportations de biens (+12,4%) ;
- de la hausse des importations de biens (+5,8%) ;
- de la régression du solde excédentaire des services (-53,5%) ;
- de l'augmentation du solde excédentaire du compte de revenu primaire (+89,9%) ;
- de la progression du solde excédentaire du compte de revenu secondaire (+14,6%).

## I.1- BALANCE COMMERCIALE DES BIENS

La balance commerciale du Togo est ressortie déficitaire en 2020. Ce déficit s'est établi à 428.175 millions, en réduction de 3,4% par rapport aux 443.465 millions de l'année 2019. Cette évolution résulte de l'augmentation de 12,4% des exportations de biens, atténuée par l'accroissement de 5,8% des importations de biens.

Le taux de couverture des importations par les exportations, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations a augmenté de 3,7 points de pourcentage, en s'établissant à 61,9% en 2020, contre 58,2% en 2019.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau des échanges d'une économie avec le reste du monde, s'établit à 20,9% en 2020, contre 19,9% en 2019. Il s'est amélioré de 1,0 point de pourcentage par rapport à 2019, en raison de l'évolution favorable des transactions du Togo avec l'extérieur (exportations et importations) plus importante que l'accroissement du PIB, en termes nominaux. En effet, au cours de la période sous revue, le PIB nominal progresserait de 3,1% alors que les exportations et importations ont globalement enregistré un accroissement de 8,2%.

**Tableau 2- Evolution du solde de la balance des biens (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Exportations (X)	614 237	591 458	600 446	618 200	694 988	12,4%
Importations (M)	1 185 909	965 268	1 035 068	1 061 666	1 123 163	5,8%
<b>Balance des biens</b>	<b>-571 673</b>	<b>-373 810</b>	<b>-434 622</b>	<b>-443 465</b>	<b>-428 175</b>	<b>-3,4%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 574 379	3 713 574	3 950 447	4 230 509	4 359 855	3,1%
<b>Taux de couverture (X)/(M)</b>	<b>51,8%</b>	<b>61,3%</b>	<b>58,0%</b>	<b>58,2%</b>	<b>61,9%</b>	<b>3,7<sup>(*)</sup></b>
<b>Degré d'ouverture commerciale [(X+M)/2]/PIB</b>	<b>25,2%</b>	<b>21,0%</b>	<b>20,7%</b>	<b>19,9%</b>	<b>20,9%</b>	<b>1,0<sup>(*)</sup></b>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations d'août 2021)

### I.1.1- Exportations de biens

#### I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2020 se sont chiffrées à 694.988 millions, en hausse de 12,4% par rapport aux 618.200 millions enregistrés en 2019.

Ces exportations concernent uniquement les marchandises générales.

Au cours de l'année sous revue, il n'y a pas eu d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international et d'or non monétaire.

**Tableau 3- Evolution des exportations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	599 634	571 354	590 285	618 200	694 988	12,4%
Commerce général (a)	489 002	485 401	510 794	528 728	563 320	6,5%
Ajustements (b)	110 631	85 953	79 491	89 473	131 668	47,2%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	0	0	0	0	0	-
Or non monétaire (3)	14 603	20 104	10 161	0	0	-
<b>TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)</b>	<b>614 237</b>	<b>591 458</b>	<b>600 446</b>	<b>618 200</b>	<b>694 988</b>	<b>12,4%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 574 379	3 713 574	3 950 447	4 230 509	4 359 855	7,1%
Exportations de biens / PIB	17,2%	15,9%	15,2%	14,6%	15,9%	1,3 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations d'août 2021)

Le service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens est ressorti à 4,8% en 2020, en repli de 2,8 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2019. Ce ratio, qui permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement du service de la dette extérieure face à un choc sur les recettes d'exportation, est largement en dessous du seuil plafond de vulnérabilité fixé à 20%, pour les pays à qualité de politiques et institutions moyenne.

**Tableau 4- Evolution du service de la dette et des exportations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Service de la dette extérieure	41 106	50 224	42 257	47 237	33 247	-29,6%
Exportations de biens	614 237	591 458	600 446	618 200	694 988	12,4%
Service de la dette extérieure/Exportations de biens (en %)	6,7	8,5	7,0	7,6	4,8	-2,8 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : Direction de la Dette Publique et du Financement, BCEAO

### I.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées se sont chiffrées en 2020 à 694.988 millions, en hausse de 12,4% par rapport aux 618.200 millions de 2019.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général produites, sur la base des statistiques douanières, par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de la balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 563.320 millions en 2020, en accroissement de 6,5% par rapport aux 528.728 millions de 2019. Les ajustements se sont chiffrés à 131.668 millions en 2020, en augmentation de 47,2% par rapport aux 89.473 millions de 2019. Ces ajustements ont concerné, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation, ainsi que l'estimation du commerce non contrôlé et la prise en compte de l'exportation de l'électricité.

**Tableau 5- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Commerce général	489 002	485 401	510 794	528 728	563 320	6,5%
Ajustements	110 631	85 953	79 491	89 473	131 668	47,2%
<i>Ajustements de valeur</i>	<i>10 187</i>	<i>4 572</i>	<i>9 804</i>	<i>-1 557</i>	<i>-273</i>	<i>82,50%</i>
<i>Ajustements de chronologie</i>	<i>1 489</i>	<i>-8 398</i>	<i>-3 413</i>	<i>998</i>	<i>1 525</i>	<i>52,8%</i>
<i>Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)</i>	<i>98 955</i>	<i>89 779</i>	<i>73 101</i>	<i>90 032</i>	<i>130 415</i>	<i>44,9%</i>
<b>Marchandises générales</b>	<b>599 634</b>	<b>571 354</b>	<b>590 285</b>	<b>618 200</b>	<b>694 988</b>	<b>12,4%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

La méthode d'estimation des ajustements est présentée dans l'encadré 1 ci-après.

**Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements**

Des ajustements de valeurs, de chronologie et de champ couvert sont opérés sur les statistiques du commerce extérieur, recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), pour le passage aux données enregistrées en balance des paiements.

**1. Ajustements de valeurs**

Pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne (pondérée des quantités exportées) des prix déclarés par les opérateurs économiques. L'écart entre le prix de marché et le prix obtenu des statistiques du commerce extérieur, appliqué aux quantités retracées dans le commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs issues des statistiques du commerce extérieur.

Pour l'année 2020, les ajustements de valeurs ont porté sur -273 millions, contre -1.557 millions une année plus tôt.

Le détail de ces ajustements est retracé dans le tableau ci-après.

*Tableau i : Ajustements de valeurs*

Produits	PRIX MOYEN A LA TONNE (en FCFA)			Tonnage du commerce extérieur (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	872 791	956 678	-83 886	3 519	-295 223 859
Cacao	1 255 075	1 119 677	135 398	7 526	1 018 955 960
Coton fibre	915 800	927 261	-11 461	39 341	-450 888 377
Ciments	50 130	43 905	6 225	27 575	171 666 680
Clinker	36 981	37 794	-813	1 207 970	-982 126 726
Phosphates	37 318	37 120	199	1 332 101	264 822 540
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en FCFA)</b>					<b>-272 793 781</b>
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en millions de FCFA)</b>					<b>-273</b>

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

## 2. Ajustements de chronologie

Ces ajustements sont fondés sur le fait que les statistiques du commerce extérieur recensent les déclarations en douane liquidées de l'année, tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année. La date de chaque opération est celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur.

Les ajustements de chronologie permettent en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant des décalages de dates d'enregistrement de certaines transactions par les Services douaniers et les opérateurs économiques. L'écart entre les quantités déclarées par les opérateurs et celles obtenues du commerce extérieur, appliqué aux prix du commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs contenues dans les statistiques du commerce extérieur.

Pour 2020, ces ajustements se sont établis à 1.525 millions (contre 998 millions en 2019), selon le calcul ci-après.

*Tableau ii : Ajustements de chronologie*

Produits	TONNAGE (en tonne)			Prix moyen à la tonne en FCFA des Exportateurs (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	1 647	3 519	-1 873	872 791	-1 634 359 582
Cacao	8 238	7 526	712	1 255 075	893 932 444
Ciments	45 923	27 575	18 348	50 130	919 764 120
Clinker	1 224 821	1 207 970	16 851	36 981	623 175 123
Phosphates	1 332 101	1 332 101	0	37 318	0
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en FCFA)</b>					<b>1 525 410 789</b>
<b>TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en millions de FCFA)</b>					<b>1 525</b>

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

## 3. Ajustements de champ couvert

Les ajustements de champ couvert permettent de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (exemple : déduction des importations des Ambassades). Il est également procédé sous cette rubrique, la prise en compte du commerce non contrôlé.

L'estimation du commerce non contrôlé, telle que ressortie des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA de 2020 est présentée dans le tableau suivant.

**Tableau iii : Exportations et importations non contrôlées du Togo (en millions de FCFA)**

Pays	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)
BENIN	77 527	143 277	65 750	7 165	16 199	9 034
BURKINA	56 263	101 972	45 709	3 203	13 836	10 633
COTE D'IVOIRE	35 706	38 306	2 600	19 290	31 383	12 093
GUINEE BISSAU	390	4 476	4 086	0	0	0
MALI	73 152	75 042	1 890	167	10 256	10 089
NIGER	47 969	50 717	2 748	63	8 957	8 895
SENEGAL	27 961	35 593	7 632	7 066	11 061	3 995
<b>TOTAL</b>	<b>318 967</b>	<b>449 382</b>	<b>130 415</b>	<b>36 953</b>	<b>91 691</b>	<b>54 738</b>

Sources : INSEED et BCEAO

En 2020, les exportations non contrôlées se sont chiffrées à 130.415 millions et les importations non contrôlées à 54.738 millions.

Après ajustement des données du commerce général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se chiffrent à 15,1%, actualisé en 2020, tout comme en 2016, 2017, 2018 et 2019 (contre 16,0% en 2015).

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les Services douaniers.

La synthèse des ajustements est présentée dans le tableau ci-après.

**Tableau iv : Synthèse des ajustements**

LIBELLES	2019			2020			Variations 2020/2019		
	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CRÉDIT	DÉBIT	SOLDE
<b>A- COMMERCE GÉNÉRAL – INSEED</b>	528 728	1 082 257	-553 530	563 320	1 177 504	-614 184	6,5%	8,8%	11,0%
Corrections sur importations et ré-exportations de produits pétroliers (a)	0		0	0		0			
Enregistrements à exclure des exportations (coton en transit au Togo) (b)			0			0			
Régimes et produits à exclure pour ajustement de champ statistique (c)	0	0	0	0	0	0			
- Privilèges diplomatiques			0			0			
- Entrée en zone franche et sortie de zone franche, de produits nationaux	0	0	0	0	0	0			
- Avitaillements (à imputer aux autres biens)			0			0			
- Or non monétaire (à imputer au poste or non monétaire de la BDP)	0		0	0		0			
<b>B- COMMERCE GÉNÉRAL – BDP (A-a-b-c)</b>	528 728	1 082 257	-553 530	563 320	1 177 504	-614 184	6,5%	8,8%	11,0%
Autres ajustements (d)	89 473	-20 593	110 065	131 668	-59 042	190 710	47,2%	186,7%	73,3%
Ajustements pour fret et assurance		-163 421	163 421		-177 803	177 803		8,8%	8,8%
Ajustement chronologique – Tableau ii	998		998	1 525		1 525	52,8%		52,8%
Ajustements de valeurs – Tableau i	-1 557		-1 557	-273		-273	-82,5%		-82,5%
Commerce non repris ailleurs	90 032	142 828	-52 796	130 415	118 761	11 654	44,9%	-16,9%	-122,1%
CEB (importation et exportation d'électricité)	63 551	68 723	-5 173	63 551	64 023	-472	0,0%	-6,8%	-90,9%
Exportations non contrôlées (Tableau iii)	26 481		26 481	66 864		66 864	152,5%		152,5%
Importations non contrôlées (Tableau iii)		70 723	-70 723		54 738	-54 738		-22,6%	-22,6%
<b>C-TOTAL MARCHANDISES GÉNÉRALES FOB EN BDP (C=B+d)</b>	618 200,3	1 061 665	-443 464	694 988	1 118 462	-423 474	12,4%	5,3%	-4,5%

Sources : INSEED et BCEAO

En somme, il est ressorti de ce qui précède que le total des ajustements sur les exportations s'est chiffré à 131.668 millions en 2020, en accroissement de 47,2% par rapport aux 89.473 millions de 2019. Concernant les importations de 2020, les coûts de l'assurance et du fret sont évalués à 177.803 millions et le commerce non contrôlé à 118.761 millions, contre respectivement 163.421 millions et 142.828 millions en 2019.

La progression des exportations en 2020 est impulsée essentiellement par les produits agricoles et industriels ainsi que les autres produits d'exportation.

**Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises en commerce général (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Produits agricoles	68 173	88 579	101 197	110 705	122 460	10,6%
Produits miniers	100 119	90 707	99 522	91 320	95 102	4,1%
Produits pétroliers	25 210	41 897	46 205	37 527	34 008	-9,4%
Produits industriels	270 335	229 191	233 563	249 462	267 746	7,3%
Autres produits	25 165	35 028	30 307	39 713	44 004	10,8%
<b>Commerce général</b>	<b>489 002</b>	<b>485 401</b>	<b>510 794</b>	<b>528 728</b>	<b>563 320</b>	<b>6,5%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.1.2.1- Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton fibre), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

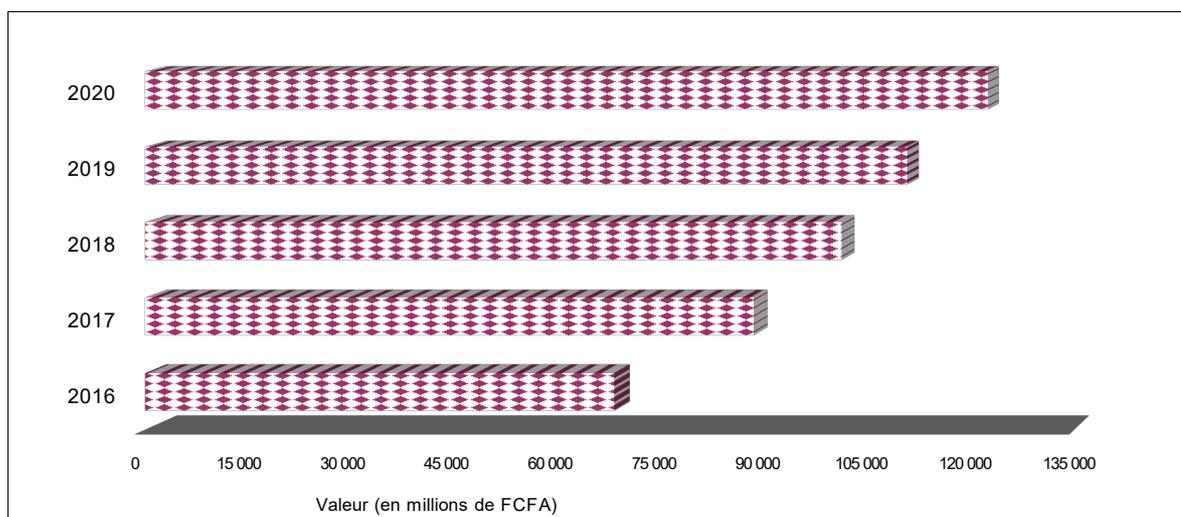
**Tableau 7- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Cacao	8 128	3 125	5 084	5 947	8 426	41,7%
Café	4 638	1 482	6 679	5 131	3 367	-34,4%
Coton fibre	30 224	42 281	49 075	57 311	36 479	-36,3%
Autres matières premières agricoles	1 641	4 711	1 208	1 425	2 255	58,2%
Produits alimentaires d'origine végétale	23 541	36 980	39 151	40 892	71 934	75,9%
<b>Produits agricoles</b>	<b>68 173</b>	<b>88 579</b>	<b>101 197</b>	<b>110 705</b>	<b>122 460</b>	<b>10,6%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

En 2020, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 122.460 millions, en accroissement de 10,6% par rapport aux 110.705 millions enregistrés en 2019. Cette hausse est essentiellement due à la progression des exportations de cacao, ainsi que des produits alimentaires d'origine végétale et des autres matières premières agricoles.

**Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)**



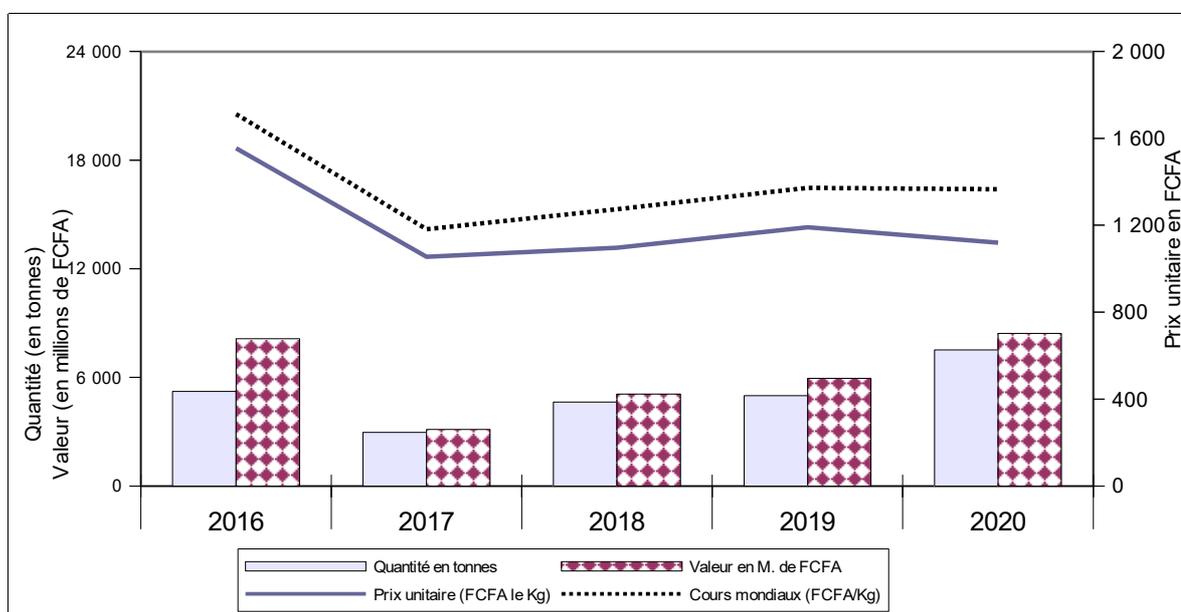
Sources : BCEAO et INSEED

### 1.1.2.1.1- Cacao

En 2020, les exportations de cacao ont généré des recettes de 8.426 millions, en hausse de 41,7% par rapport aux 5.947 millions enregistrés une année plus tôt.

La quantité exportée a également progressé de 50,8%, en passant de 4.992 tonnes en 2019 à 7.526 tonnes une année plus tard, en liaison avec l'orientation favorable de la demande.

**Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en quantité et en valeur**



Source : INSEED

Quant au prix moyen de cession du cacao, il passe de 1.191 FCFA le kilogramme en 2019 à 1.120 FCFA le kilogramme en 2020, soit un repli de 6,0%.

Sur le marché international, le cours du cacao a connu une baisse de 0,5% en 2020, par rapport à 2019. En effet, le cours du cacao s'est établi, en moyenne, à 1.366 FCFA/kg en 2020, contre 1.372 FCFA/kg en 2019, en relation avec une amélioration des perspectives de récolte en Afrique de l'Ouest, sur fond de conditions météorologiques favorables.

En 2020, les principaux clients du Togo ont été la Belgique, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas.

**Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté**

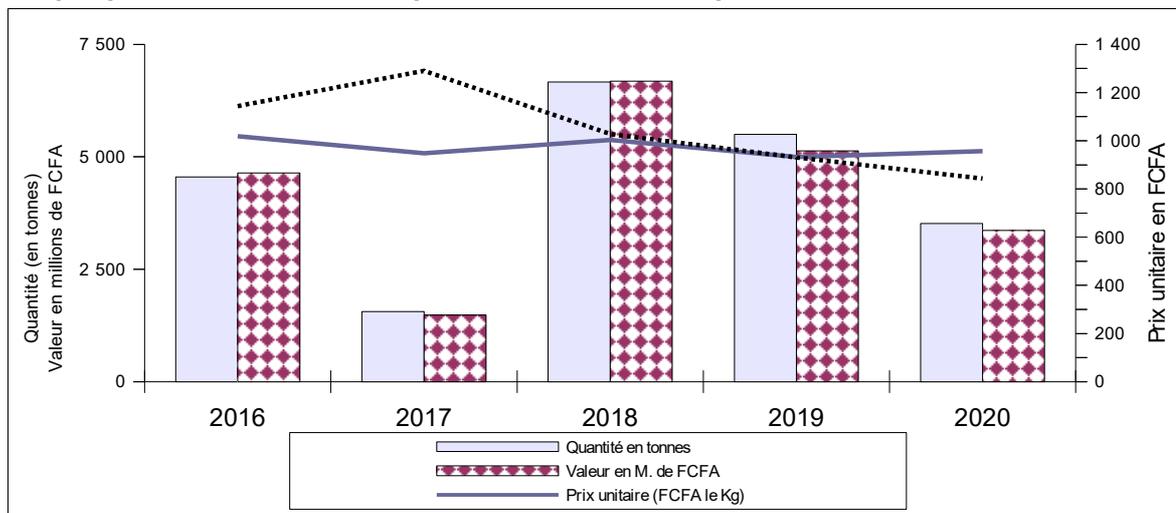
CACAO	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Quantité (tonnes)	5 229	2 961	4 638	4 992	7 526	50,8%
Valeur (millions de FCFA)	8 128	3 125	5 084	5 947	8 426	41,7%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 554	1 055	1 096	1 191	1 120	-6,0%

Source : INSEED

### 1.1.1.2.1.2- Café

En 2020, les recettes d'exportation de café se sont inscrites en baisse de 34,4% en s'établissant à 3.367 millions, contre 5.131 millions en 2019, en liaison avec la régression de 36,0% de la quantité exportée, dans un contexte de repli de 39,7% de la collecte (4.034 tonnes en 2019 et 2.432 tonnes en 2020). La diminution de la quantité de café collectée en 2020 est liée à des conditions climatiques peu favorables dans la plupart des zones de production.

**Graphique 5- Evolution des exportations de café en quantité et en valeur**



Sources : CCFCC et INSEED

Le prix moyen de cession a augmenté de 2,5% pour s'établir à 957 FCFA le kilogramme en 2020, contre 933 FCFA le kilogramme une année plus tôt.

Quant au cours du café sur le marché international, il s'est établi à 843 FCFA le kilogramme en 2020, contre 931 FCFA le kilogramme une année plus tôt, soit un repli de 9,5%. Cette évolution serait en relation avec la persistance de l'abondance de la production brésilienne, en dépit des anticipations de baisse sur la prochaine campagne.

En 2020, le principal client du Togo a été le Maroc.

**Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de café exporté**

CAFE	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Quantité (tonnes)	4 551	1 563	6 663	5 497	3 519	-36,0%
Valeur (millions de FCFA)	4 638	1 482	6 679	5 131	3 367	-34,4%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 019	948	1 003	933	957	2,5%

Source : INSEED

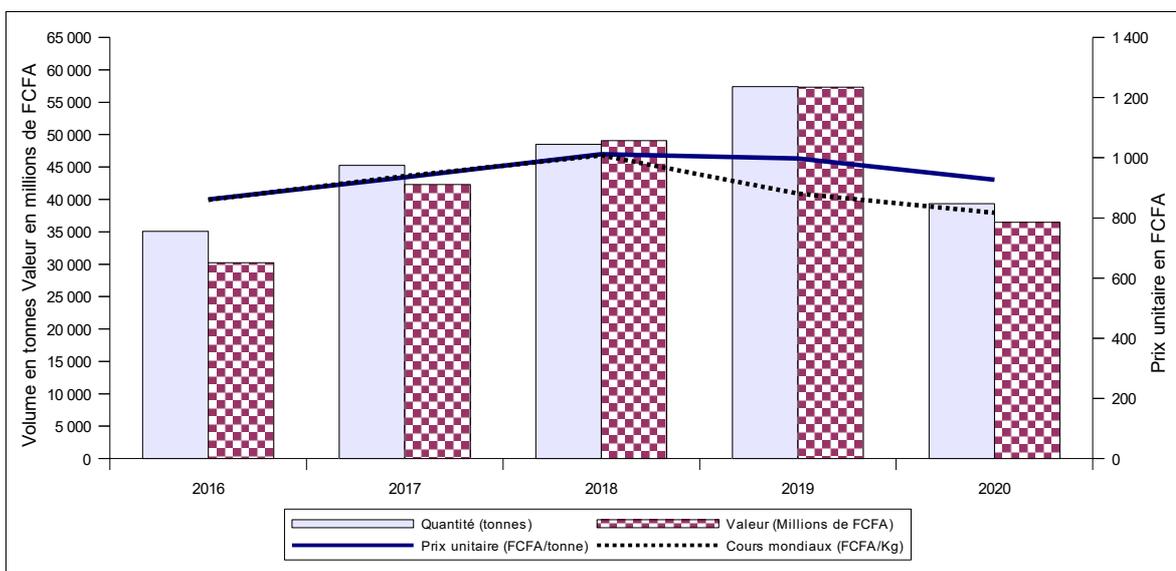
### 1.1.1.2.1.3- Coton-fibre

La valeur des exportations de coton-fibre a enregistré une diminution de 36,3% en se chiffrant à 36.479 millions en 2020, contre 57.311 millions en 2019.

Cette évolution est liée à la baisse de 31,5% de la quantité exportée, en relation avec l'orientation défavorable de la demande.

Le prix moyen de cession a diminué de 7,1% pour ressortir à 927 FCFA le kilogramme, contre 998 FCFA le kilogramme une année plus tôt. Sur le marché international, le cours du coton a aussi connu, entre 2019 et 2020, un repli de 7,2%, pour s'établir à 817 FCFA le kilogramme, contre 881 FCFA le kilogramme en 2019. Le fléchissement du cours du coton est consécutif à la faiblesse de la demande, liée aux effets de la Covid-19, combinée à la reprise des frictions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

**Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur**



Source : INSEED

En 2020, le coton-fibre a principalement été écoulé vers l'Asie (Bangladesh, Chine, Indonésie, Malaisie, Pakistan et Vietnam).

**Tableau 10- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté**

COTON FIBRE	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Quantité (tonnes)	35 067	45 241	48 493	57 415	39 341	-31,5%
Valeur (millions de FCFA)	30 224	42 281	49 075	57 311	36 479	-36,3%
Prix moyen (FCFA/kg)	862	935	1 012	998	927	-7,1%

Source : INSEED

#### **I.1.1.2.1.4- Autres matières premières agricoles**

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2020, diverses matières premières d'origine végétale, notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont augmenté de 58,2% en s'établissant à 2.255 millions en 2020, contre 1.425 millions en 2019.

Les graines de coton ont principalement été écoulées vers le Burkina et le Mali.

Le bois a été exporté vers l'Asie (Inde) et l'arachide en coques vers la France.

**Tableau 11- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles (en millions)**

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Amandes de palme	0	0	2	5	7	30,4%
Graines de coton	1 408	3 745	731	836	1 525	82,3%
Arachides en coques	5	32	61	58	5	-91,1%
Bois	228	934	414	526	718	36,6%
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1 641</b>	<b>4 711</b>	<b>1 208</b>	<b>1 425</b>	<b>2 255</b>	<b>58,2%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

#### **I.1.1.2.1.5- Autres produits d'origine végétale**

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2020, les exportations de ces produits se sont inscrites en hausse de 75,9%, en s'établissant à 71.934 millions, contre 40.892 millions en 2019. Cette progression est essentiellement imputable à l'accroissement de 96,1% des exportations des produits oléagineux.

Sur la période, les ventes extérieures des légumes et fruits ont fléchi de 37,2%.

Les oléagineux, composés essentiellement de l'huile de palme et ses fractions (même raffinées, mais non chimiquement modifiées), des arachides (non grillées ni autrement cuites), des fèves de soja et des autres graines et fruits oléagineux, ont été principalement écoulés vers la CEDEAO (Ghana, Niger, Sénégal), l'Union Européenne (France et Pays-Bas), la Chine, l'Inde et la Malaisie.

Les céréales et farines ont été exportées vers l'UEMOA (Burkina et Niger).

Pour les légumes et fruits, les principaux pays destinataires en 2020 ont été la France et l'Inde.

**Tableau 12- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale (en millions)**

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Oléagineux	21 275	30 694	27 197	31 324	61 416	96,1%
Céréales et farines	146	1 579	2 756	2 461	6 005	144,0%
Piments et épices	9	1	3	1	0	-100,0%
Légumes et fruits	1 808	4 578	9 062	6 986	4 385	-37,2%
Fleurs et boutures	47	14	15	26	35	34,2%
Divers	256	114	117	93	92	-0,7%
<b>TOTAL</b>	<b>23 541</b>	<b>36 980</b>	<b>39 151</b>	<b>40 892</b>	<b>71 934</b>	<b>75,9%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.1.2.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur les phosphates et le clinker. En 2020, elles ont globalement augmenté de 4,1%, en s'établissant à 95.102 millions, contre 91.320 millions en 2019.

**Tableau 13- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)**

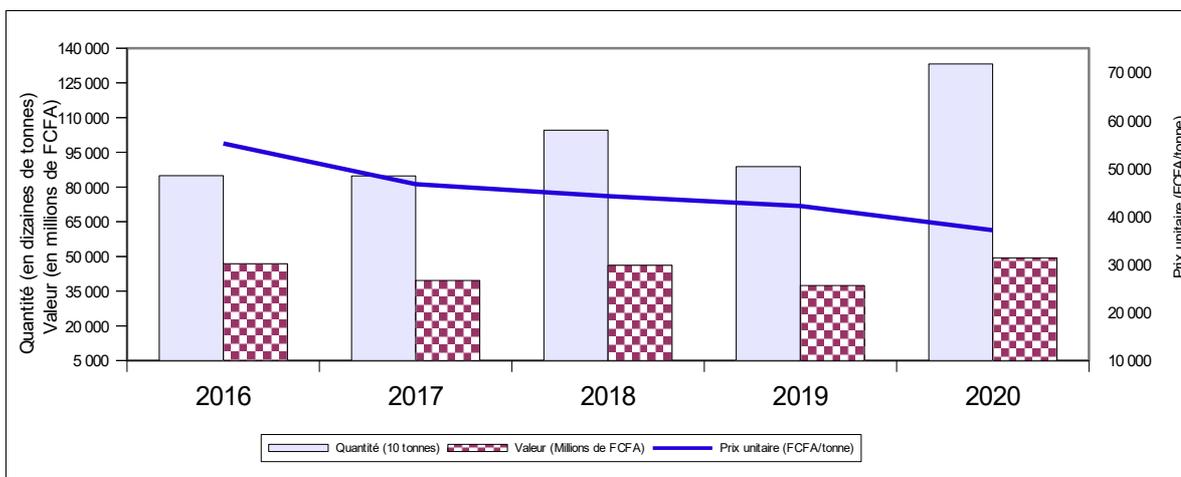
Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Phosphates	46 869	39 603	46 211	37 442	49 447	32,1%
Clinker	53 250	51 104	53 311	53 878	45 655	-15,3%
<b>TOTAL</b>	<b>100 119</b>	<b>90 707</b>	<b>99 522</b>	<b>91 320</b>	<b>95 102</b>	<b>4,1%</b>

Sources : INSEED et BCEAO

#### I.1.1.2.2.1- Phosphates

En valeur, les exportations de phosphates ont augmenté de 32,1% en 2020, en passant de 37.442 millions en 2019 à 49.447 millions une année plus tard. Cette évolution fait suite à l'accroissement de 50,0% de la quantité exportée, en relation avec la demande extérieure.

**Graphique 7- Evolution des exportations de phosphates en quantité et en valeur**



Sources : INSEED et BCEAO

**Tableau 14- Evolution des quantités et valeurs de phosphates exportés**

PHOSPHATES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Quantité (tonnes)	848 957	848 141	1 045 837	888 305	1 332 101	50,0%
Valeur (millions de FCFA)	46 869	39 603	46 211	37 442	49 447	32,1%
Prix moyen (FCFA/tonne)	55 207	46 694	44 186	42 150	37 120	-11,9%

Sources : INSEED et BCEAO

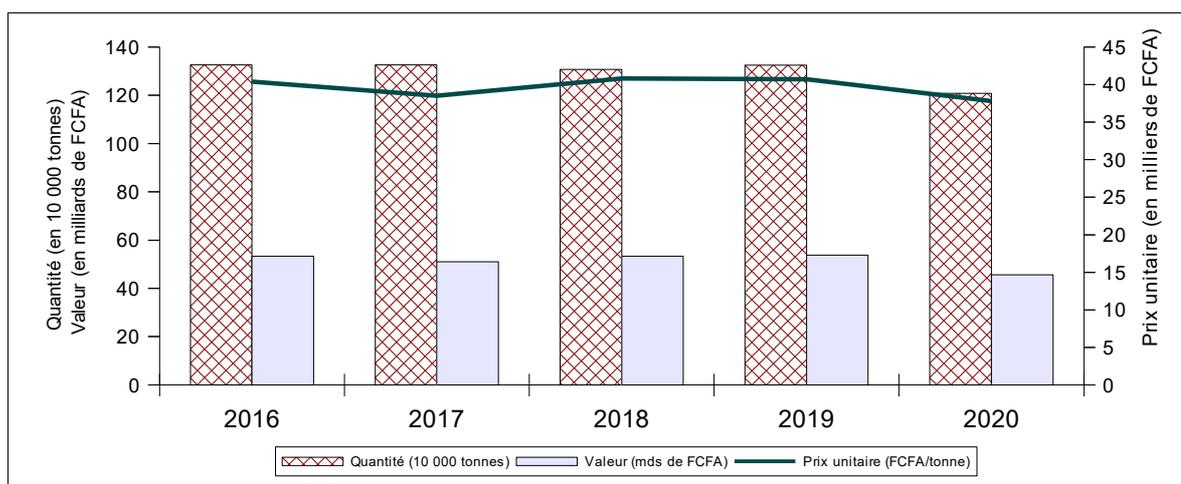
Au plan de la répartition du marché, l'Inde est le principal client du Togo en 2020, suivi de l'Australie et des Philippines.

#### **1.1.1.2.2- Clinker**

En valeur, les exportations de clinker s'établissent à 45.655 millions en 2020, en régression de 15,3% par rapport aux 53.878 millions enregistrés en 2019. Cette évolution est principalement induite par la baisse de la demande extérieure.

Quant au prix moyen de vente, il est ressorti à 37.794 FCFA la tonne, contre 40.668 FCFA la tonne une année plus tôt.

**Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et valeur**



Sources : INSEED et BCEAO

**Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté**

CLINKER	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Quantité (tonnes)	1 323 642	1 326 399	1 307 301	1 324 832	1 207 970	-8,8%
Valeur (millions de FCFA)	53 250	51 104	53 311	53 878	45 655	-15,3%
Prix moyen (FCFA/tonne)	40 230	38 529	40 779	40 668	37 794	-7,1%

Sources : INSEED et BCEAO

En 2020, le Bénin, le Burkina et le Ghana ont été les pays importateurs du clinker togolais.

#### **1.1.1.2.2.3- Minerais de fer**

Aucune exportation de minerais de fer n'a été réalisée en 2020, une situation qui prévaut depuis 2016, en raison de la cessation d'activité de la société productrice.

**Tableau 16- Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés**

FER	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Quantité (tonnes)	70 000	0	0	0	0	0	-
Valeur (millions de FCFA)	1 295	-	-	-	-	-	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	18 500	-	-	-	-	-	-

Sources : INSEED et Entreprise

### I.1.1.2.3- Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 34.008 millions en 2020, contre 37.527 millions en 2019, soit une baisse de 9,4%.

Les réexportations de produits pétroliers ont été effectuées à destination de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria) et de l'Union Européenne (France). Pour certaines de ces transactions, il s'agit d'avitaillement d'aéronefs et de navires.

**Tableau 17- Evolution des réexportations de produits pétroliers**

Type de produit	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Carburacteur	13 263	20 232	24 489	19 620	18 146	-7,5%
Gas-oil	217	310	781	956	1 628	70,4%
Huiles de moteur à 2 temps	4	11	3	14	40	190,4%
Autres	6 636	8 204	9 743	8 782	10 312	17,4%
Bitume de pétrole	5 091	13 139	11 188	8 156	3 881	-52,4%
<b>Ensemble</b>	<b>25 210</b>	<b>41 897</b>	<b>46 205</b>	<b>37 527</b>	<b>34 008</b>	<b>-9,4%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.1.2.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles, de produits chimiques et de matériels de transport.

**Tableau 18- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Ciment	6 373	4 000	4 497	1 710	1 211	-29,2%
Produits sidérurgiques	13 607	12 413	17 078	12 002	12 049	0,4%
Produits alimentaires	57 969	42 659	36 090	47 665	54 835	15,0%
Textiles et articles d'habillement	21 393	22 901	22 637	24 594	21 047	-14,4%
Produits chimiques	46 917	38 435	43 149	52 994	56 293	6,2%
Machines et matériels de transport	61 108	50 873	52 061	48 089	57 478	19,5%
Autres produits manufacturés	62 968	57 909	58 051	62 407	64 833	3,9%
<b>Produits industriels</b>	<b>270 335</b>	<b>229 191</b>	<b>233 563</b>	<b>249 462</b>	<b>267 746</b>	<b>7,3%</b>

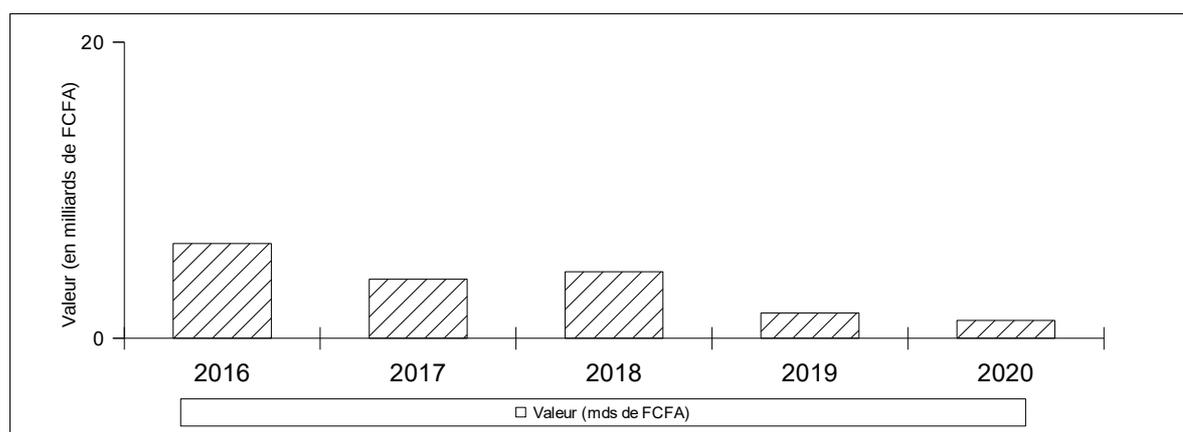
Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

En 2020, la valeur des exportations de produits industriels s'est établie à 267.746 millions, en augmentation de 7,3% par rapport aux 249.462 millions de 2019, en raison principalement des hausses enregistrées au niveau des groupes de produits : « Produits alimentaires » (+15,0%), « Machines et matériels de transport » (+19,5%), « Produits chimiques » (+6,2%) et « Autres produits manufacturés » (+3,9%).

#### **I.1.1.2.4.1- Ciment**

Les recettes d'exportation de ciment ont régressé de 29,1% en 2020 en s'établissant à 1.211 millions, contre 1.710 millions une année plus tôt.

**Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en valeur**



Source : INSEED

Le principal pays acheteur du ciment togolais en 2020 est le Niger.

**Tableau 19- Evolution des exportations de ciment en valeur**

<b>CIMENT</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Var 20/19</b>
Valeur (millions de FCFA)	6 373	4 000	4 497	1 710	1 211	-29,2%

Sources : INSEED

#### **I.1.1.2.4.2- Produits sidérurgiques**

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton et les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2020, les exportations de produits sidérurgiques ont légèrement augmenté de 0,4% en s'établissant à 12.049 millions, contre 12.002 millions en 2019.

Ces produits ont été écoulés principalement vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Niger) et l'Inde.

#### **I.1.1.2.4.3- Produits alimentaires**

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

---

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré une hausse de 15,0% en s'établissant à 54.835 millions en 2020, contre 47.665 millions en 2019. Cet accroissement des ventes extérieures est principalement porté par les bières de malt (+2.864 millions), les eaux minérales et les eaux gazéifiées (+2.504 millions) et les sucreries sans cacao (+2.382 millions).

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Sénégal), ainsi que le Ghana et la Guinée.

#### ***1.1.1.2.4.4- Textiles et articles d'habillement***

En 2020, les exportations de ces produits se sont chiffrées à 21.047 millions, en baisse de 14,4% par rapport aux 24.594 millions enregistrés une année plus tôt.

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de l'UEMOA, en particulier la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal.

#### ***1.1.1.2.4.5- Produits chimiques***

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont progressé de 6,2%, en passant de 52.994 millions en 2019 à 56.293 millions une année plus tard. En 2020, les principaux clients du Togo ont été les pays de la CEDEAO (Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal).

#### ***1.1.1.2.4.6- Machines et matériels de transport***

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2020 une hausse de 19,5% en se chiffrant à 57.478 millions, contre 48.089 millions en 2019. Les machines et matériels de transport ont été principalement exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali et Niger), ainsi que la France et le Ghana.

#### ***1.1.1.2.4.7- Autres produits manufacturés***

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques, ainsi que les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Les exportations de ces produits ont progressé de 3,9% en s'établissant à 64.833 millions en 2020, contre 62.407 millions en 2019.

Ces produits ont été essentiellement écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Niger), les États-Unis et la France.

#### ***1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international<sup>2</sup>***

En 2020, aucune transaction dans le cadre du négoce international n'a été effectuée.

---

<sup>2</sup> Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.

### I.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Les exportations d'or non monétaire concernent l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

En 2020, aucune transaction sur l'or n'est réalisée, tout comme en 2019.

**Tableau 20- Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté**

OR NON MONETAIRE	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 20/19
Volume (tonnes)	14,5	20,0	10,1	0	0	-
Valeur (millions de FCFA)	14 603	20 104	10 161	0	0	-
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)	1 009	1 007	1 008	-	-	-

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.1.3- Orientation géographique des exportations

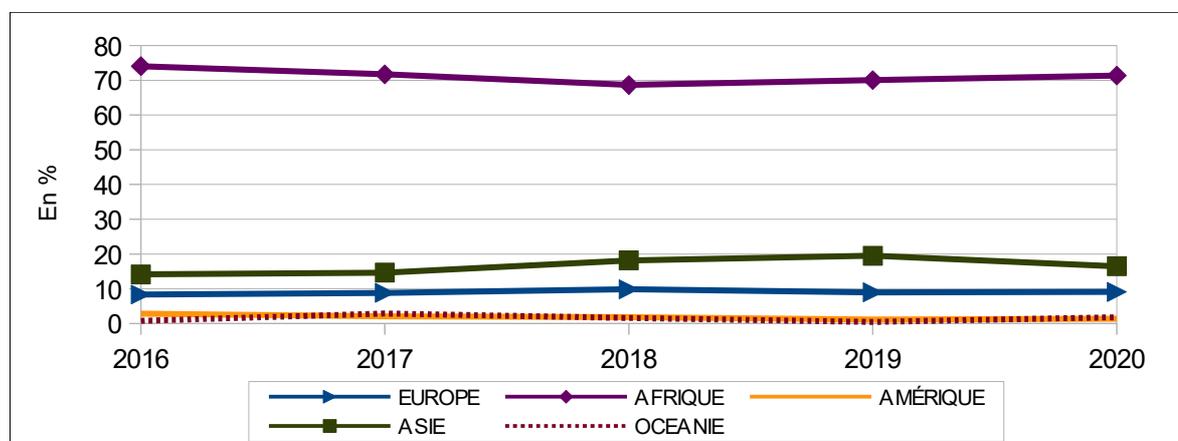
Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2020, indique l'Afrique (71,3%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Asie (16,4%), de l'Europe (9,0%), de l'Océanie (1,8%) et de l'Amérique (1,4%).

**Tableau 21- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)**

	2016	Part / total	2017	Part / total	2018	Part / total	2019	Part / total	2020	Part / total	Var 20/19
EUROPE	40 668	8,3%	42 853	8,8%	50 132	9,8%	47 287	8,9%	50 958	9,0%	7,8%
AFRIQUE	362 042	74,0%	348 083	71,7%	350 549	68,6%	370 281	70,0%	401 886	71,3%	8,5%
AMÉRIQUE	13 679	2,8%	9 712	2,0%	9 307	1,8%	5 852	1,1%	7 782	1,4%	33,0%
ASIE	68 948	14,1%	70 941	14,6%	92 720	18,2%	103 038	19,5%	92 652	16,4%	-10,1%
OCEANIE	3 665	0,7%	13 812	2,8%	8 086	1,6%	2 270	0,4%	10 041	1,8%	342,4%
<b>TOTAL</b>	<b>489 002</b>	<b>100,0%</b>	<b>485 401</b>	<b>100,0%</b>	<b>510 794</b>	<b>100,0%</b>	<b>528 728</b>	<b>100,0%</b>	<b>563 320</b>	<b>100,0%</b>	<b>6,5%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

**Graphique 10- Evolution des parts relatives des exportations par zone géographique (en %)**



Sources : BCEAO et INSEED

---

En 2020, les exportations à destination de l'Afrique ont augmenté de 8,5%, en passant de 370.281 millions en 2019 à 401.886 millions une année plus tard, du fait de l'accroissement des ventes extérieures des produits ci-après : huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées (+15.597 millions), motocycles (y compris les cyclomoteurs) (+12.676 millions), articles de transport ou d'emballage (+7.336 millions) et produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (+4.139 millions).

En 2020, les principaux produits exportés par le Togo vers les pays africains sont les suivants :

- Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger ;
- Ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), vers le Bénin, le Burkina, le Ghana et le Niger ;
- Produits de beauté ou de maquillage, vers le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Nigeria et le Sénégal ;
- Motocycles (y compris les cyclomoteurs), vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Niger ;
- Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, vers le Ghana, le Niger et le Sénégal ;
- Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, vers le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Mali ;
- Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux, vers le Bénin, le Burkina et le Ghana ;
- Tissus de coton, vers la Côte d'Ivoire et le Sénégal ;
- Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, vers le Bénin, le Burkina et le Ghana ;
- Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, vers le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Mali ;
- Ouvrages en matières plastiques, vers le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Mali ;
- Tresses et articles similaires en matières à tresser, même assemblés en bandes ; matières à tresser, tresses et articles similaires en matières à tresser, tissés ou parallélisés, à plat, même finis (nattes, paillasons et claies, par exemple), vers le Bénin et le Mali.

En Afrique, les principaux pays partenaires du Togo en 2020 sont ceux de la CEDEAO avec 97,3% des exportations. Ce sont particulièrement :

- le Burkina (19,3%) avec les ciments hydrauliques (dits « clinkers »), les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, le lait et la crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, les autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières, les farines de froment (blé) ou de méteil, les vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars ; side-cars, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, les engrais minéraux ou chimiques, les remorques et semi-remorques pour tous véhicules, les vaisselles, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques, ainsi que les bières de malt ;

- 
- le Mali (18,2%), avec les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars ; side-cars, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les tresses et articles similaires en matières à tresser, même assemblés en bandes ; matières à tresser, tresses et articles similaires en matières à tresser, tissés ou parallélisés, à plat, même finis (nattes, paillasons et claies, par exemple), le lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, les autres ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, y compris les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer ; préparations pour manucures ou pédicures, les vaisselles, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques, les vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, les sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc), les bières de malt, ainsi que les sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide ;
  - le Bénin (14,0%), avec les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, y compris les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer ; préparations pour manucures ou pédicures, les bières de malt, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple), en matières plastiques, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), même colorés, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars ; side-cars, les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, les barres en fer ou en aciers non alliés, les produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, les tresses et articles similaires en matières à tresser, même assemblés en bandes ; matières à tresser, tresses et articles similaires en matières à tresser ;
  - le Niger (11,9%), avec les huiles de palme et ses fractions, même raffinées, les sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars ; side-cars, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les farines de froment (blé) ou de méteil, les bières de malt, les cyanures, oxycyanures et cyanures complexes, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers ») ;
  - le Ghana (11,4%), avec les ciments hydrauliques, les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux non dénommés ni compris ailleurs, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre, les marbres, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, les vins de raisins frais, les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars ; side-cars, les plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, ainsi que les sacs et sachets d'emballage ;

- la Côte d'Ivoire (8,9%), avec les motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars ; side-cars, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, les ouvrages en matières plastiques, le lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, les sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc), les tissus de coton, les vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, les plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, ainsi que les articles de friperie ;
- le Sénégal (7,0%), avec l'huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, les tissus de coton, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau ;
- le Nigeria (5,6%), avec les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, le Coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières.

**Tableau 22- Proportion des exportations en Afrique**

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
<b>UEMOA</b>	<b>75,2%</b>	<b>74,7%</b>	<b>76,8%</b>	<b>77,0%</b>	<b>79,4%</b>
Bénin	20,6%	18,0%	17,0%	17,4%	14,0%
Burkina	21,2%	22,5%	24,4%	20,9%	19,3%
Côte d'Ivoire	10,3%	11,1%	12,3%	11,7%	8,9%
Guinée-Bissau	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Mali	9,1%	7,9%	8,7%	11,8%	18,2%
Niger	12,4%	12,8%	12,7%	13,0%	11,9%
Sénégal	1,5%	2,3%	1,5%	2,1%	7,0%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>19,3%</b>	<b>20,8%</b>	<b>19,8%</b>	<b>18,8%</b>	<b>17,9%</b>
Ghana	11,5%	9,6%	11,0%	12,6%	11,4%
Guinée	1,0%	1,0%	0,7%	0,5%	0,7%
Nigeria	6,5%	9,8%	7,6%	5,6%	5,6%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%	0,1%
<b>CEMAC</b>	<b>3,6%</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,5%</b>
Cameroun	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
Congo (Brazzaville)	1,4%	0,1%	0,4%	0,8%	0,3%
Gabon	1,5%	0,5%	0,7%	0,6%	0,6%
Guinée Equatoriale	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
République Centrafricaine	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%
Tchad	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%	0,1%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,3%</b>
Afrique du Sud	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Angola	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Maroc	0,9%	0,4%	0,3%	1,1%	0,5%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	0,5%	0,6%	0,2%	0,8%	0,2%
Tunisie	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres	0,3%	1,9%	0,8%	0,0%	0,4%
<b>AFRIQUE</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

---

En ce qui concerne l'Asie, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont fléchi de 10,1%, en passant de 103.038 millions en 2019 à 92.652 millions une année plus tard.

Les principaux produits exportés par le Togo vers l'Asie en 2020 sont :

- les phosphates, vers la Corée du Sud, l'Inde et les Philippines ;
- le coton, vers le Bangladesh, la Chine, la Malaisie, le Pakistan, le Viêt-Nam ;
- les fèves de soja, vers l'Inde ;
- les graisses et huiles végétales, vers la Malaisie ;
- les graines et fruits oléagineux, vers la Chine ;
- les noix de coco et de cajou, vers l'Inde.

Les exportations vers l'Europe ont progressé de 7,8%, en passant de 47.287 millions en 2019 à 50.958 millions en 2020, du fait principalement de la hausse de 2.247 millions de fèves de soja (vers la France) et de 2.030 millions de cacao (vers la Belgique).

Les exportations du Togo vers l'Europe ont concerné, pour l'essentiel :

- les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, vers la France ;
- les fèves de soja, vers la France ;
- le cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés, vers la Belgique, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas.

A destination de l'Amérique, les exportations se sont établies à 7.782 millions en 2020, contre 5.852 millions en 2019, soit un accroissement de 33,0%. Ces ventes extérieures ont principalement porté sur les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles, ainsi que les cires végétales vers les Etats-Unis.

Les exportations à destination de l'Océanie se sont établies à 10.041 millions, après un niveau de 2.270 millions enregistré en 2019, en hausse de 342,4%. Elles ont essentiellement concerné les expéditions de phosphates, en direction de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui ont globalement augmenté de 7.749 millions d'une année à l'autre.

## I.1.2- Importations de biens

### I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En 2020, les importations de biens, optique balance des paiements, se sont chiffrées à 1.118.462 millions, en progression de 5,3% par rapport aux 1.061.666 millions de 2019.

Les importations de biens représentent 25,7% du PIB nominal en 2020, contre 25,1% un an plus tôt.

**Tableau 23- Evolution des importations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Marchandises générales	1 173 481	948 159	1 026 420	1 061 666	1 118 462	5,3%
Or non monétaire	12 428	17 110	8 647	0	0	-
<b>IMPORTATIONS DE BIENS</b>	<b>1 185 909</b>	<b>965 268</b>	<b>1 035 068</b>	<b>1 061 666</b>	<b>1 118 462</b>	<b>5,3%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 574 379	3 713 574	3 950 447	4 230 509	4 359 855	3,1%
Importations de biens / PIB	33,2%	26,0%	26,2%	25,1%	25,7%	0,6 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2- Composition des importations de biens

L'évolution des marchandises importées<sup>3</sup> en commerce général se présente comme suit.

**Tableau 24- Evolution des marchandises générales importées (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b)	1 106 345	945 954	990 505	1 082 257	1 177 504	8,8%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	1 086 999	938 177	973 358	1 127 089	1 227 539	8,9%
1.b- Mouvements d'entrepôt	19 346	7 777	17 147	-44 832	-50 035	11,6%
2- Ajustement (commerce non contrôlé+CEB)	234 194	145 044	185 482	142 829	118 761	-16,9%
2.a- Commerce non contrôlé	149 799	75 883	108 298	74 105	54 738	-26,1%
1.b- CEB	84 395	69 161	77 184	68 724	64 023	-6,8%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	1 340 539	1 090 998	1 175 987	1 225 086	1 296 265	5,8%
4- Reclassification du fret et assurance (1*15,1% à partir de 2015, contre 1*16% initialement)	-167 058	-142 839	-149 566	-163 421	-177 803	8,8%
<b>Marchandises générales importées (FOB) (3+4)</b>	<b>1 173 481</b>	<b>948 159</b>	<b>1 026 420</b>	<b>1 061 666</b>	<b>1 118 462</b>	<b>5,3%</b>
PIB Nominal (PIB)	3 574 379	3 713 574	3 950 447	4 230 509	4 359 855	3,1%
Importations ajustées CAF /PIB (%)	37,5%	29,4%	29,8%	29,0%	29,7%	0,7

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

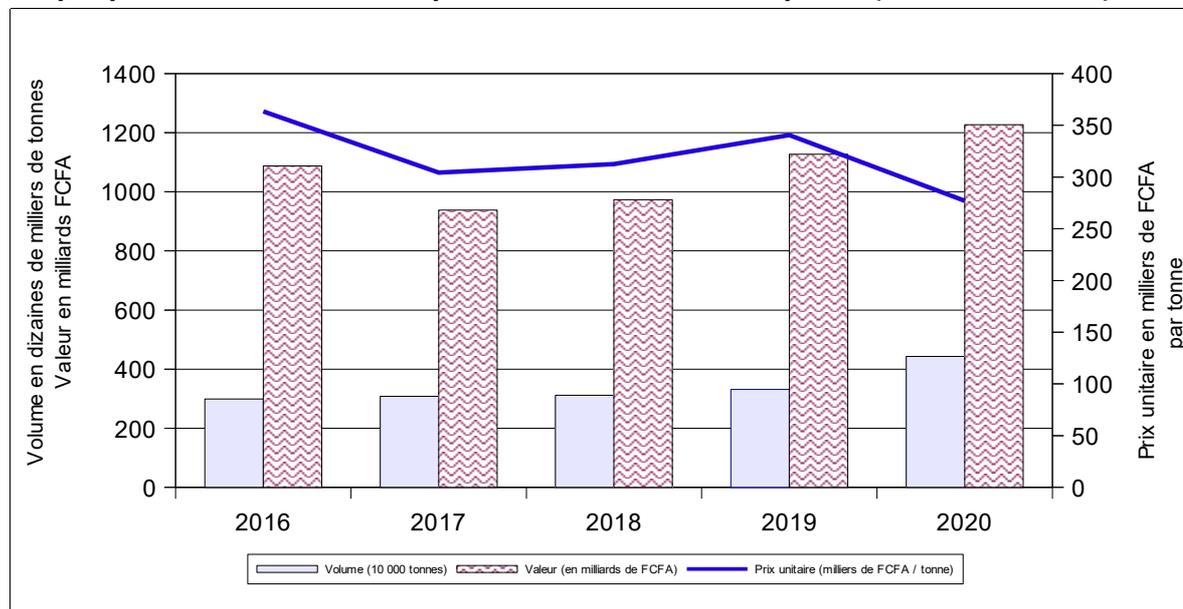
Sources : BCEAO et INSEED

<sup>3</sup>Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

### I.1.2.2.1- Importations de biens en commerce spécial

En 2020, les achats extérieurs de biens classés en commerce spécial se sont chiffrés à 1.227.539 millions, contre 1.127.089 millions en 2019, soit une hausse de 8,9%.

**Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)**



Sources : BCEAO et INSEED

**Tableau 25- Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Volume (milliers de tonnes)	2 992	3 083	3 116	3 309	4 431	33,9%
Valeur (millions de FCFA)	1 086 999	938 177	973 358	1 127 089	1 227 539	8,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)	363 362	304 306	312 400	340 591	277 038	-18,7%

Sources : BCEAO et INSEED

La hausse de la valeur des importations en 2020 est attribuable aux groupes de produits « Biens de consommation », « Matières premières et produits semi-finis » et « Biens d'équipement », dont les factures CAF ont respectivement augmenté de 3,4%, 13,3% et 17,1%. Les importations de « Energies et lubrifiants » ont plutôt diminué de 0,3% entre 2019 et 2020.

**Tableau 26- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Biens de consommation	349 043	342 444	335 975	384 160	397 369	3,4%
Énergies et lubrifiants	142 260	145 716	166 873	165 316	164 789	-0,3%
Matières premières et produits semi-finis	272 361	247 555	260 891	290 637	329 219	13,3%
Biens d'équipement	323 336	202 462	209 619	286 976	336 163	17,1%
<b>Importations en commerce spécial (CAF)</b>	<b>1 086 999</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>8,9%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2.1.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés ont augmenté en valeur de 3,4% en s'établissant à 397.369 millions en 2020, contre 384.160 millions une année plus tôt. Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement des importations du sous-groupe « *Autres produits finis pour la consommation* » (+6,1%), alors que celles du sous-groupe « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » ont fléchi d'une année à l'autre.

La part des biens de consommation dans les importations totales a diminué de 1,7 point de pourcentage, passant de 34,1% en 2019 à 32,4% en 2020.

**Tableau 27- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Alimentation-Boissons-Tabacs	130 491	139 180	149 418	166 207	166 104	-0,1%
Autres produits finis pour la consommation	218 552	203 265	186 557	217 953	231 265	6,1%
<b>Total des biens de consommation (1)</b>	<b>349 043</b>	<b>342 444</b>	<b>335 975</b>	<b>384 160</b>	<b>397 369</b>	<b>3,4%</b>
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>1 086 999</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>8,9%</b>
Part des biens de consommation dans les importations	32,1%	36,5%	34,5%	34,1%	32,4%	-1,7 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

#### I.1.2.2.1.1.1- Alimentation-Boissons-Tabacs

Avec 166.104 millions en 2020, contre 166.207 millions en 2019, la valeur des importations des produits du sous-groupe « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » a enregistré une baisse de 0,1%, du fait de la régression de 56,3% des importations de tabacs. Les achats extérieurs des produits alimentaires et des boissons ont respectivement progressé de 2,0% et 20,4%.

L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est tiré essentiellement par le riz (+74,9%), les huiles (+19,2%), le lait (+9,2%). Toutefois, les importations de viandes, de poissons et du sucre ont respectivement diminué de 34,0%, 27,8% et 9,8%.

**Tableau 28- Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19	Contrib. 20/19
Produits alimentaires	117 793	123 684	132 643	146 577	149 544	2,0%	1,8%
Riz	11 047	13 088	16 540	19 342	33 826	74,9%	8,7%
Poissons	20 293	17 419	23 038	25 737	18 575	-27,8%	-4,3%
Viandes	7 947	6 878	7 639	10 274	6 779	-34,0%	-2,1%
Lait	12 273	11 425	11 042	14 566	15 905	9,2%	0,8%
Sucre	10 546	16 587	13 657	17 201	15 506	-9,8%	-1,0%
Huiles	24 145	26 822	28 586	25 948	30 928	19,2%	3,0%
Autres produits alimentaires	31 543	31 465	32 140	33 509	28 025	-16,4%	-3,3%
Boissons	7 644	10 544	11 048	10 399	12 523	20,4%	1,3%
Tabacs	5 053	4 952	5 727	9 232	4 037	-56,3%	-3,1%
<b>TOTAL</b>	<b>130 491</b>	<b>139 180</b>	<b>149 418</b>	<b>166 207</b>	<b>166 104</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-0,1%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2.1.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2020 à 231.265 millions, en hausse de 6,1% par rapport aux 217.953 millions de 2019. Cette hausse est imputable principalement à l'accroissement des importations du groupe des « Autres produits manufacturés » (+12,4%).

**Tableau 29- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Produits pharmaceutiques	60 276	65 005	52 990	78 985	79 091	0,1%
Produits chimiques	37 332	36 029	37 005	38 299	39 073	2,0%
Autres produits manufacturés	120 944	102 230	96 562	100 669	113 102	12,4%
<b>TOTAL</b>	<b>218 552</b>	<b>203 265</b>	<b>186 557</b>	<b>217 953</b>	<b>231 265</b>	<b>6,1%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### I.1.2.2.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des importations des produits du groupe « Energie et lubrifiants » s'est chiffrée à 164.789 millions en 2020, en baisse de 0,3% par rapport aux 165.316 millions de 2019.

**Tableau 30- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19	Contrib. 20/19
Pétrole brut	0	0	0	0	0	-	-
Pétrole lampant	2 623	2 727	2 860	2 630	2 154	-18,1%	-0,3%
Essence	42 836	40 375	56 321	58 603	70 450	20,2%	7,2%
Gas-oil et fuel-oil	63 366	62 735	62 011	63 507	53 699	-15,4%	-5,9%
Huiles de graissage	11 928	10 737	13 168	13 017	12 313	-5,4%	-0,4%
Butane et autres gaz	6 346	6 452	9 655	8 180	9 627	17,7%	0,9%
Bitumes et produits bitumeux	13 223	20 433	22 686	16 603	14 159	-14,7%	-1,5%
Autres	1 938	2 257	173	2 776	2 385	-14,1%	-0,2%
<b>Total valeurs (1)</b>	<b>142 260</b>	<b>145 716</b>	<b>166 873</b>	<b>165 316</b>	<b>164 789</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,3%</b>
<b>Volume (tonne)</b>	<b>712 920</b>	<b>733 536</b>	<b>758 218</b>	<b>743 152</b>	<b>836 302</b>	<b>12,5%</b>	-
<b>Prix moyen (FCFA/tonne)</b>	<b>199 546</b>	<b>198 649</b>	<b>220 086</b>	<b>222 453</b>	<b>197 044</b>	<b>-11,4%</b>	-
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>1 086 999</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>8,9%</b>	-
Part dans les importations (1) / (2)	13,1%	15,5%	17,1%	14,7%	13,4%	-1,3 <sup>(*)</sup>	-

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

Le repli des importations des produits énergétiques et lubrifiants est essentiellement attribuable à la baisse des achats de « Pétrole lampant » (-18,1%), de « Gas-oil et fuel-oil » (-15,4%), de « Bitumes et produits bitumeux » (-14,7%) et de « Huiles de graissage » (-5,4%). Toutefois, les importations d'« Essence » ont augmenté de 20,2% sur la période.

La part des produits pétroliers dans les importations totales s'est établie à 13,4% en 2020, contre 14,7% l'année précédente, soit une baisse de 1,3 point de pourcentage.

### **I.1.2.2.1.3- Matières premières et produits semi-finis**

Les matières premières et produits semi-finis importés se sont chiffrés à 329.219 millions en 2020, contre 290.637 millions en 2019, soit une hausse de 13,3%. Cet accroissement est porté aussi bien par les matières premières (+15,4%) que par les produits semi-finis (+12,8%).

La progression notée dans les importations de produits semi-finis est consécutive à l'augmentation de la demande intérieure de produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et en acier, etc.

**Tableau 31- Evolution des importations des matières premières (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Matières premières	36 034	47 757	51 032	50 833	58 658	15,4%
Dont blé	21 790	21 028	22 135	20 270	19 168	-5,4%
Produits semi-finis	236 327	199 798	209 859	239 805	270 561	12,8%
Dont produits sidérurgiques	163 486	158 648	160 370	185 228	169 609	-8,4%
autres matériaux de construction	13 974	9 151	8 011	8 071	24 503	203,6%
<b>TOTAL</b>	<b>272 361</b>	<b>247 555</b>	<b>260 891</b>	<b>290 637</b>	<b>329 219</b>	<b>13,3%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### **I.1.2.2.1.4- Biens d'équipement**

Les importations de biens d'équipement se sont établies en 2020 à 336.163 millions, contre 286.976 millions en 2019, soit un accroissement de 17,1%.

La hausse des importations des biens d'équipement est imputable à l'augmentation des importations de « Produits finis pour l'industrie », en particulier les bigues, les grues et blondins, les ponts roulants, les portiques de déchargement ou de manutention, les motocycles, les véhicules à usage touristique, ainsi que les bulldozers, les angledozer, les scrapers, les excavateurs, les groupes électrogènes et les convertisseurs rotatifs électriques.

La proportion des importations de biens d'équipement dans les importations totales est en hausse de 1,9 point de pourcentage, passant de 25,5% en 2019 à 27,4% en 2020.

**Tableau 32- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Produits finis pour l'agriculture	3 474	2 138	2 005	1 828	3 767	106,1%
Produits finis pour l'industrie	319 862	200 324	207 614	285 148	332 396	16,6%
<b>Biens d'équipement (1)</b>	<b>323 336</b>	<b>202 462</b>	<b>209 619</b>	<b>286 976</b>	<b>336 163</b>	<b>17,1%</b>
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>1 086 999</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>	<b>8,9%</b>
Part des biens d'équipement dans les importations	29,7%	21,6%	21,5%	25,5%	27,4%	1,9 <sup>(*)</sup>

(\*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

#### I.1.2.2.2- Mouvements d'entrepôts<sup>4</sup>

Un ensemble de dispositions légales, qui déroge en tout ou partie au droit douanier, a été prévue pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation.

Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'Administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

Ces mouvements d'entrepôts se sont chiffrés en 2020 à -50.035 millions, contre -44.832 millions de 2019.

#### I.1.2.2.3- Ajustements sur les importations

Les ajustements opérés sur les importations CAF en commerce général en 2020 (tableau 24) ont porté sur 118.761 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Électrique du Bénin (64.023 millions) et le commerce non contrôlé (54.738 millions), tels que détaillés dans l'encadré 1, relatif aux ajustements des exportations et importations de biens (passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements).

#### I.1.2.2.4- Importations d'or non monétaire

En 2020, aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier, tout comme en 2019.

#### I.1.2.3- Orientation géographique des importations

En 2020, les principaux continents fournisseurs de biens au Togo ont été l'Asie (47,5%) et l'Europe (36,0%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 10,9% et 5,6% respectivement. La part des importations du Togo en provenance de l'Océanie dans le total des importations du Togo est marginale.

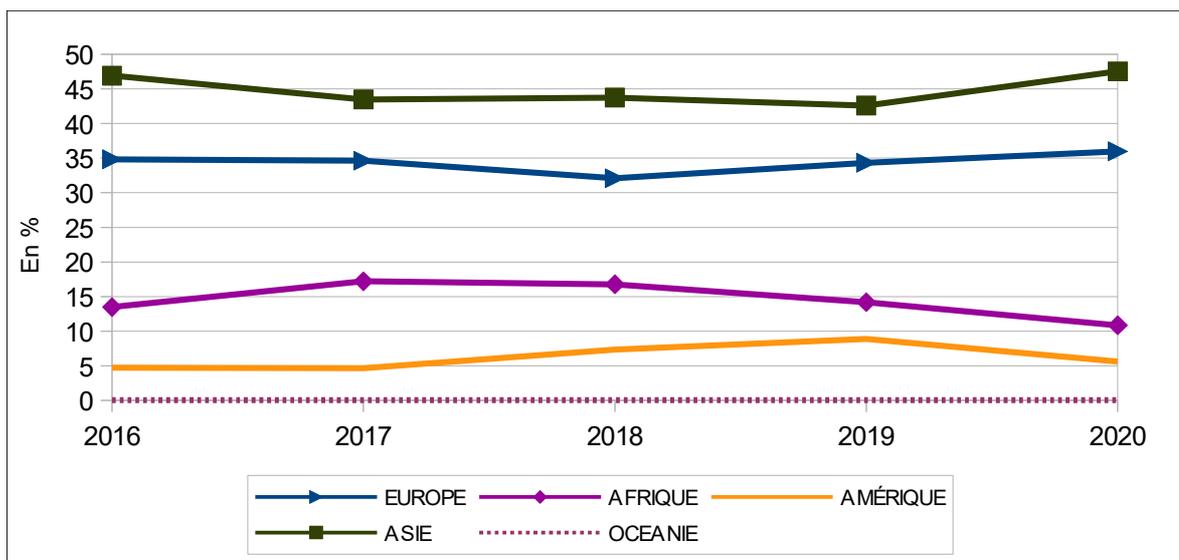
**Tableau 33- Répartition des importations par zone géographique (en millions)**

	2016	Part / total	2017	Part / total	2018	Part / total	2019	Part / total	2020	Part / total	Var 20/19
EUROPE	378 616	34,8%	324 889	34,6%	312 400	32,1%	386 913	34,3%	441 637	36,0%	14,1%
AFRIQUE	146 495	13,5%	161 460	17,2%	163 228	16,8%	159 826	14,2%	133 192	10,9%	-16,7%
AMÉRIQUE	51 496	4,7%	43 448	4,6%	71 398	7,3%	99 909	8,9%	68 802	5,6%	-31,1%
ASIE	510 012	46,9%	407 906	43,5%	425 902	43,8%	480 154	42,6%	583 628	47,5%	21,6%
OCEANIE	380	0,0%	474	0,1%	429	0,0%	288	0,0%	280	0,0%	-2,8%
<b>TOTAL</b>	<b>1 086 999</b>	<b>100,0%</b>	<b>938 177</b>	<b>100,0%</b>	<b>973 358</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 127 089</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 227 539</b>	<b>100,0%</b>	<b>8,9%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

#### **Graphique 12- Evolution des parts relatives des importations par zone géographique (en %)**

<sup>4</sup> Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.



Sources : BCEAO et INSEED

En 2020, les importations en provenance de l'Europe ont augmenté de 14,1%, en passant de 386.913 millions en 2019 à 441.637 millions une année plus tard. Elles sont essentiellement constituées :

- d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Russie ;
- des médicaments, du Danemark et de la France ;
- des articles de friperie, de l'Allemagne et de la Pologne ;
- des voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France ;
- du lait et de la crème de lait, de la Belgique, de l'Irlande et des Pays-Bas ;
- des machines et appareils à trier, cribler, séparer, laver, concasser, broyer, mélanger ou malaxer les terres, pierres, minerais ou autres matières minérales solides (y compris les poudres et les pâtes), de l'Allemagne, de l'Autriche et de la France ;
- des véhicules automobiles pour le transport de marchandises, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France ;
- des turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz, de la Suède ;
- des houilles, des briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille, du Royaume-Uni et de la Russie ;
- du froment (blé) et méteil, de la Russie ;
- des machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, de Belgique, de la France et de la Suisse ;
- des ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), de la France ;
- des tracteurs, de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas ;

- 
- des viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, et des volailles, de la France et de la Pologne ;
  - des remorques et semi-remorques pour tous véhicules ; autres véhicules non automobiles, de l'Allemagne et de la France.

L'Asie a également fourni au Togo, en 2020, des marchandises pour 583.628 millions, contre 480.154 millions en 2019, en accroissement de 21,6%. Elles se sont rapportées :

- aux motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, de la Chine ;
- au riz, du Japon, de l'Inde, du Pakistan, de la Thaïlande et du Viêt Nam ;
- aux voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de la Chine, de l'Indonésie, du Japon, de la Corée du Sud et de la Corée du Nord ;
- aux polymères de l'éthylène (sous formes primaires), de l'Arabie Saoudite, de la Chine, des Emirats Arabes Unis, de Malaisie et du Qatar ;
- aux huiles de palme, de l'Indonésie et de la Malaisie ;
- aux polymères de propylène ou d'autres oléfines, sous formes primaires, de l'Arabie Saoudite, de la Corée du Sud, des Emirats Arabes Unis et de l'Inde ;
- aux filaments synthétiques ou artificiels, de la Chine ;
- aux véhicules automobiles pour le transport de marchandises, de la Chine, de l'Inde et du Japon ;
- aux engrais minéraux ou chimiques, du Singapour ;
- aux constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades), de la Chine et de l'Inde ;
- aux médicaments, de la Chine et de l'Inde ;
- aux ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), de l'Arabie Saoudite et de la Turquie ;
- aux huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de l'Arabie Saoudite, de la Chine, de la Corée du Sud, des Emirats Arabes Unis et de l'Inde ;
- au fil machine en fer ou en aciers non alliés, de la Chine, de la Malaisie et de la Turquie ;
- aux tissus de coton, de la Chine ;
- aux pâtes alimentaires, de la Turquie ;
- aux diodes, transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur; dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux, de la Chine ;
- aux postes téléphoniques (y compris les téléphones pour réseaux cellulaires), de la Chine et de Hong-Kong ;
- aux tracteurs, de la Chine et des Emirats Arabes Unis ;
- aux autres articles d'ameublement, de la Chine et du Viêt Nam ;

- 
- aux machines et appareils à trier, cribler, séparer, laver, concasser, broyer, mélanger ou malaxer les terres, pierres, minerais ou autres matières minérales solides (y compris les poudres et les pâtes), de la Chine et de l'Inde ;
  - aux boteurs (bulldozers), boteurs biais (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses, de la Chine et de la Thaïlande ;
  - aux machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières, de la Chine et de Taïwan ;
  - aux vêtements confectionnés, de la Chine.

Les importations en provenance de l'Océanie se sont établies à 280 millions en 2020, contre 288 millions en 2019, en repli de 2,8%. Elles se sont rapportées, pour l'essentiel, au papier journal, en rouleaux ou en feuilles, ainsi qu'aux articles de friperie, en provenance de l'Australie

Les importations en provenance de l'Amérique sont passées de 99.909 millions en 2019 à 68.802 millions en 2020, en baisse de 31,1%. Ces importations ont principalement concerné :

- les polymères de l'éthylène (sous formes primaires), des Etats-Unis ;
- le sucre, du Brésil ;
- les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, des Etats-Unis ;
- les houilles et combustibles solides, des Etats-Unis ;
- le blé, du Canada ;
- les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, des Etats-Unis ;
- les boteurs (bulldozers), boteurs biais (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses, du Brésil et des Etats-Unis ;
- les chars et automobiles blindées de combat, armés ou non, ainsi que leurs parties, des Etats-Unis ;
- les polymères du chlorure de vinyle ou d'autres oléfines halogénées, sous formes primaires, des Etats-Unis ;
- l'alcool éthylique, du Brésil ;
- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, des Etats-Unis ;
- les médicaments, des Etats-Unis et du Mexique.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations ont diminué de 16,7%, en passant de 159.826 millions à 133.192 millions d'une année à l'autre.

Elles ont concerné :

- les poissons congelés, du Maroc et de la Mauritanie et du Sénégal ;
- les farines de froment (blé), du Ghana ;
- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, de l'Egypte, du Maroc et du Sénégal ;
- les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité, du Sénégal et de la Tunisie ;
- les véhicules automobiles pour le transport de marchandises de l'Afrique du Sud ;

- les boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, cartonnages de bureau, de magasin ou similaire, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Maroc ;
- les barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage, du Ghana ;
- les cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria ;
- les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, du Nigeria ;
- les carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, du Ghana ;
- les graines et fruits oléagineux, du Burkina ;
- le ciment, du Nigeria ;
- les savons, de la Côte d'Ivoire ;
- les constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades), du Maroc ;
- les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de l'Afrique du Sud ;
- les engrais minéraux ou chimiques, du Nigeria ;
- les préparations pour soupes, potages ou bouillons ; soupes, potages ou bouillons préparés, de la Côte d'Ivoire ;
- les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords), de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

En 2020, les principaux partenaires du Togo en Afrique sont :

- le Ghana (28,5%), avec les farines de froment (blé), les barres en fer ou aciers non alliés, les carreaux et dalles de pavement ou de revêtement, l'alcool éthylique, les boîtes, sacs, pochettes, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords) en matières plastiques, ainsi que la babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao ;
- la Côte d'Ivoire (11,8%), avec les savons, les cigares et cigarettes, les préparations pour soupes, potages ou bouillons, les tissus de coton, les sacs et sachets d'emballages, les barres en fer ou en acier, les articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques ; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques, ainsi que les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple), en matières plastiques ;
- l'Afrique du Sud (10,2%), avec les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, les polymères de propylène ou d'autres oléfines, sous formes primaires les houilles, briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille, ainsi que les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes ;
- le Nigeria (9,5%), avec les cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac, les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers »), ainsi que les engrais minéraux ou chimiques azotés ;

- le Maroc (8,6%), avec les boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose, les poissons congelés, les préparations et conserves de poissons ; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs de poisson, les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, ainsi que les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes ;
- la Mauritanie (8,2%), avec les poissons congelés ;
- l'Egypte (5,6%), avec les mélanges de substances odoriférantes, les compteurs de gaz, de liquides ou d'électricité, y compris les compteurs pour leur étalonnage, les boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose ; cartonnages de bureau, de magasin ou similaires, les poissons congelés, les préparations et conserves de poissons ; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs de poisson, les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, ainsi que les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;
- le Sénégal (5,3%), avec les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes, ainsi que les fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux).

**Tableau 34- Proportion des importations en provenance d'Afrique**

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
<b>UEMOA</b>	<b>39,6%</b>	<b>27,1%</b>	<b>24,7%</b>	<b>23,1%</b>	<b>23,4%</b>
Bénin	5,7%	3,5%	2,4%	2,8%	2,4%
Burkina	1,8%	2,7%	2,2%	2,4%	3,7%
Côte d'Ivoire	21,7%	13,0%	10,7%	10,4%	11,8%
Guinée-Bissau	4,3%	2,8%	4,3%	2,1%	0,0%
Mali	0,1%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%
Niger	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Sénégal	6,0%	5,0%	5,0%	5,3%	5,3%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>36,9%</b>	<b>41,5%</b>	<b>41,0%</b>	<b>37,4%</b>	<b>38,5%</b>
Ghana	24,6%	24,0%	17,9%	20,4%	28,5%
Nigeria	12,2%	17,4%	23,1%	17,0%	9,5%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%
<b>CEMAC</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>
Cameroun	0,3%	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%
Congo (Brazzaville)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres CEMAC	0,6%	0,2%	0,1%	0,1%	0,3%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>22,5%</b>	<b>31,2%</b>	<b>34,2%</b>	<b>39,1%</b>	<b>37,7%</b>
Afrique du Sud	7,3%	15,0%	10,0%	7,9%	10,2%
Egypte	2,1%	3,3%	6,0%	7,5%	5,6%
Maroc	7,1%	3,6%	8,3%	8,3%	8,6%
Mauritanie	3,2%	4,4%	6,4%	9,7%	8,2%
Mozambique	1,1%	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Seychelles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Tunisie	1,2%	0,9%	1,0%	1,0%	4,2%
Autres	0,5%	0,5%	2,4%	4,7%	0,9%
<b>AFRIQUE</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Sources : BCEAO et INSEED

### Encadré 2 : Echanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après, arrêtée par la Cellule, est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

#### Estimation de la matrice des échanges communautaire en 2020 (en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		19 676	6 390	79	24 632	35 858	1 112	16 199	103 945
	Burkina	3 507		28 793	0	45 011	31 135	6 633	13 836	128 915
	Côte d'Ivoire	32 679	296 701		816	383 921	67 523	78 427	31 383	891 448
	Guinée-Bissau	498	0	0		289	7	3 349	0	4 142
	Mali	11 984	42 044	42 001	245		10 783	102 475	10 256	219 787
	Niger	17 612	52 860	5 118	0	62 458		1 476	8 957	148 481
	Sénégal	11 726	30 434	119 457	39 917	493 013	12 239		11 061	717 847
	Togo	143 277	101 972	38 306	4 476	75 042	50 717	35 593		449 382
	UEMOA	221 282	543 687	240 065	45 533	1 084 366	208 261	229 064	91 691	2 663 948

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2020, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 449.382 millions, contre 375.201 millions en 2019.

Les importations du Togo en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 91.691 millions en 2020, contre 107.699 millions en 2019.

La balance commerciale du Togo avec les pays de l'UEMOA est ainsi ressortie excédentaire de 357.691 millions en 2020, contre un excédent de 267.501 millions enregistré en 2019.

## I.2- BALANCE DES SERVICES

Le poste « Services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo a dégagé en 2020 un solde excédentaire de 43.896 millions, contre 94.494 millions en 2019, en diminution de 53,5%. Cette évolution est principalement due à la baisse de l'excédent des voyages et à l'aggravation du déficit des transports.

**Tableau 35- Evolution de la balance des services (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Transports	-28 522	-36 675	-44 696	-45 096	-65 362	44,9%
Voyages	47 958	57 654	61 638	62 460	31 185	-50,1%
Autres services	65 260	61 345	69 962	77 129	78 074	1,2%
<b>Balance des services</b>	<b>84 696</b>	<b>82 324</b>	<b>86 905</b>	<b>94 494</b>	<b>43 896</b>	<b>-53,5%</b>

Source : BCEAO

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport. Les activités connexes au transport concernent notamment la manutention du fret non facturée avec le service de fret, l'emmagasiner et entreposage, l'emballage, ainsi que le remorquage.

Le solde des « Transports », structurellement déficitaire, s'est aggravé de 44,9% en s'établissant à -65.362 millions en 2020, contre -45.096 millions en 2019, en liaison notamment avec la baisse du solde excédentaire des transports de « Passagers ». Le repli de l'excédent du solde des transports de « Passagers » est lié principalement à la diminution du nombre de vols commerciaux en 2020, du fait de la crise sanitaire de la Covid-19, qui avait amené les Autorités nationales à fermer l'Aéroport de Lomé entre avril et juillet 2020.

**Tableau 36- Evolution du solde des transports (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
<b>Transports</b>	<b>-28 522</b>	<b>-36 675</b>	<b>-44 696</b>	<b>-45 096</b>	<b>-65 362</b>	<b>44,9%</b>
- Passagers	51 828	51 671	51 669	56 743	35 205	-38,0%
- Fret	-127 177	-127 202	-130 958	-134 357	-136 859	1,9%
- Fret maritime	-141 999	-140 030	-144 566	-147 908	-150 946	2,1%
- Fret aérien	12 069	10 439	11 098	11 031	11 463	3,9%
- Autres	2 753	2 389	2 511	2 520	2 624	4,1%
- Autres transports	46 826	38 856	34 593	32 518	36 292	11,6%

Source : BCEAO

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2020 un excédent de 31.185 millions, en régression de 50,1% par rapport aux 62.460 millions de 2019. Cette évolution est imputable à la baisse du solde des voyages, aussi bien à titre professionnel (-49,5%) que personnel (-51,2%). Ces évolutions traduisent les effets néfastes de la pandémie de COVID-2019, relatifs à la restriction des déplacements des personnes.

**Tableau 37- Evolution du solde des voyages (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
<b>Voyages</b>	<b>47 958</b>	<b>57 654</b>	<b>61 638</b>	<b>62 460</b>	<b>31 185</b>	<b>-50,1%</b>
à titre professionnel	28 643	36 994	39 668	40 295	20 368	-49,5%
à titre personnel	19 315	20 661	21 971	22 166	10 816	-51,2%
- Santé	86	78	83	173	195	12,8%
- Education	-1 182	101	299	-2 509	-1 359	-45,9%
- Autres	20 411	20 482	21 589	24 502	11 980	-51,1%

Source : BCEAO

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2020 par un excédent de 78.074 millions, soit un accroissement de 1,2% par rapport à l'excédent de 77.129 millions de 2019, en relation principalement avec la hausse des soldes positifs des « services financiers » et des « autres services aux entreprises ».

**Tableau 38- Evolution du solde des autres services (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
<b>Autres services</b>	<b>65 260</b>	<b>61 345</b>	<b>69 962</b>	<b>77 129</b>	<b>78 074</b>	<b>1,2%</b>
Services de BTP	687	1 378	2 879	1 229	1 233	0,4%
Services d'assurance	-23 786	-25 551	-27 309	-27 440	-28 556	4,1%
Services financiers	4 729	6 088	11 269	15 526	16 983	9,4%
Services de télécommunications, informatique et information	9 226	13 343	10 208	10 663	9 425	-11,6%
Services fournis ou reçus par les APU	24 452	22 045	17 467	18 624	18 767	0,8%
Autres services aux entreprises	49 952	44 042	55 447	58 528	60 222	2,9%

Source : BCEAO

### I.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont régressé de 17,2%, en passant de 357.422 millions en 2019 à 295.918 millions en 2020, en liaison avec le repli :

- des recettes des transports, imputable aux passagers (-16,9%) ;
- des recettes provenant des voyages (-49,4%).

**Tableau 39- Evolution des exportations de services (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2019	Var 20/19
Transports	129 137	121 948	122 735	125 727	104 433	-16,9%
- Passagers	61 743	62 137	64 274	67 163	42 638	-36,5%
- Fret	14 922	12 948	13 608	13 710	14 274	4,1%
- Autres transports	52 472	46 863	44 852	44 854	47 521	5,9%
Voyages	70 715	80 110	84 856	87 559	44 318	-49,4%
Autres services	121 268	128 913	137 838	144 136	147 167	2,1%
<b>Exportations de services</b>	<b>321 120</b>	<b>330 971</b>	<b>345 429</b>	<b>357 422</b>	<b>295 918</b>	<b>-17,2%</b>

Source : BCEAO

## I.2.2- Importations de services

Les importations de services ont diminué de 4,1%, en passant de 262.928 millions en 2019 à 252.021 millions une année plus tard.

Les **transports** constituent le principal poste des services importés, notamment avec le fret. En 2020, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 151.133 millions, en accroissement de 2,1% par rapport à 2019. Les soldes des transports de passagers et des autres transports ont respectivement fléchi de 28,7% et de 8,9% d'une année à l'autre.

Les dépenses de **voyage** se sont établies à 13.133 millions en 2020, en baisse de 47,7% par rapport aux 25.098 millions de 2019.

Les importations des **autres services** ont progressé de 3,1%, passant de 67.007 millions en 2019 à 69.093 millions une année plus tard, en liaison avec la bonne tenue des services de télécommunications, d'informatique et d'information, dans le cadre des assistances techniques.

**Tableau 40- Evolution des importations de services (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Transports	157 660	158 622	167 430	170 823	169 796	-0,6%
- Passagers	9 914	10 466	12 605	10 420	7 433	-28,7%
- Fret	142 099	140 150	144 566	148 067	151 133	2,1%
- Autres transports	5 301	7 674	9 743	12 031	10 956	-8,9%
Voyages	22 757	22 456	23 217	25 098	13 133	-47,7%
Autres services	56 007	67 568	67 876	67 007	69 093	3,1%
<b>Importations de services</b>	<b>236 424</b>	<b>248 646</b>	<b>258 524</b>	<b>262 928</b>	<b>252 021</b>	<b>-4,1%</b>

Source : BCEAO

### I.3- COMPTE DU REVENU PRIMAIRE

Le compte du revenu primaire est constitué essentiellement de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2020, il est ressorti excédentaire de 24.609 millions, contre 12.962 millions en 2019, soit une hausse de 89,9%. Cette situation est en rapport surtout avec l'amélioration du solde des revenus des investissements.

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques et des organismes internationaux et, d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 20.467 millions en 2020, en accroissement de 14,6% par rapport aux 17.860 millions enregistrés en 2019. Cette évolution est en liaison avec la progression des paiements effectués par les organismes internationaux et les ambassades aux résidents, suite à la hausse des sollicitations des prestations.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers des résidents placés à l'étranger.

En 2020, ces opérations se sont soldées par un déficit de 3.194 millions, contre un déficit de 12.851 millions en 2019, en liaison principalement avec la hausse observée au niveau des revenus des investissements directs reçus de l'étranger.

**Tableau 41- Evolution du solde du compte du revenu primaire (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Rémunération des salariés	15 837	15 674	17 525	17 860	20 467	14,6%
Revenus des investissements	4 596	-16 736	-14 534	-12 851	-3 194	-75,1%
Autres revenus primaires	5 408	3 964	7 750	7 953	7 337	-7,7%
<b>Revenus primaires</b>	<b>25 841</b>	<b>2 902</b>	<b>10 742</b>	<b>12 962</b>	<b>24 609</b>	<b>89,9%</b>

Source : BCEAO

Le solde des revenus des investissements directs s'est établi à -2.676 millions en 2020, contre -14.307 millions une année plus tôt, en relation avec la hausse des bénéfices réinvestis par des holdings bancaires au Togo, au titre des investissements directs à l'étranger.

Le solde des revenus des investissements de portefeuille s'est chiffré à 21.068 millions, contre 23.194 millions en 2019, suite à une hausse des revenus issus des intérêts versés par les résidents à l'étranger.

Quant au solde des revenus des autres investissements, il s'est établi à -21.586 millions en 2020, contre -21.738 millions en 2019, en rapport avec la hausse des intérêts versés, notamment sur les prêts et les crédits commerciaux.

**Tableau 42- Evolution du solde des revenus des investissements (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Revenus des investissements directs	1 880	-7 473	-16 503	-14 307	-2 676	-81,3%
Revenus des investissements de portefeuille	2 418	3 212	19 869	23 194	21 068	-9,2%
Revenus des autres investissements	298	-12 475	-17 900	-21 738	-21 586	-0,7%
<b>Revenus des investissements</b>	<b>4 596</b>	<b>-16 736</b>	<b>-14 534</b>	<b>-12 851</b>	<b>-3 194</b>	<b>-75,1%</b>

Source : BCEAO

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations, ainsi que des subventions.

Le solde des autres revenus primaires s'est chiffré à 7.337 millions en 2020, contre 7.953 millions en 2019, en liaison principalement avec la baisse des paiements reçus des non-résidents au titre des taxes sur la production et les importations, notamment les droits et taxes portuaires.

## I.4- COMPTE DU REVENU SECONDAIRE

Le compte du revenu secondaire se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte du revenu secondaire s'est établi en 2020 à 347.733 millions, en progression de 14,6% par rapport aux 303.524 millions enregistrés en 2019, du fait de la hausse enregistrée au niveau des autres secteurs.

**Tableau 43- Evolution du solde du compte du revenu secondaire (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Administrations Publiques	42 338	60 819	54 304	78 877	54 265	-31,2%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	42 338	60 819	54 304	78 877	54 265	-31,2%
Autres secteurs	160 050	171 648	179 996	224 647	293 468	30,6%
<i>Envois de fonds des travailleurs migrants</i>	155 630	168 561	178 342	219 817	295 908	34,6%
<i>Autres transferts courants</i>	4 420	3 087	1 655	4 830	-2 441	-150,5%
<b>Revenu secondaire</b>	<b>202 388</b>	<b>232 467</b>	<b>234 300</b>	<b>303 524</b>	<b>347 733</b>	<b>14,6%</b>

Source : BCEAO

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les divers transferts courants des administrations publiques

Ces transferts ont diminué de 31,2%, en passant de 78.877 millions en 2019 à 54.265 millions en 2020. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement, notamment les divers dons en nature et en espèces pour des besoins courants. En effet, les appuis budgétaires reçus par le Togo se sont établis à 37.195 millions (Banque Mondiale : 20.149 millions, Union Européenne : 11.017 millions, Banque Africaine de Développement : 3.961 millions, Agence Française de Développement : 1.968 millions et Autres : 100 millions) en 2020, contre 62.068 millions en 2019.

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants autres que ceux destinés aux investissements, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux et religieux, etc.

Ces opérations ont augmenté de 30,6% en s'établissant à 293.468 millions en 2020, contre 224.647 millions en 2019, du fait de la hausse des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants.

---

## II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital a dégagé en 2020 un solde excédentaire de 214.550 millions, contre 169.884 millions l'année précédente, soit une hausse de 26,3%.

### II.1- ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2020 n'a enregistré aucune acquisition ni de cession d'actifs non financiers non produits, tout comme l'année précédente.

### II.2- TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2020, ils ont progressé de 26,3% en s'établissant à 214.550 millions, contre 169.884 millions l'année précédente.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués en 2020 à 62.008 millions, contre 60.355 millions en 2019, portant sur les dons mobilisés, notamment dans le cadre :

- du Projet de mise en œuvre des services de prévention et de qualité des soins dans la lutte contre les épidémies à VIH et Tuberculose ;
- du Projet Filets Sociaux et Services de Base (PFSSB) ;
- du Projet d'appui à l'emploi des jeunes vulnérables ;
- du Projet d'Appui à la Gouvernance Fiscale (PAGFI) ;
- du Projet de Renforcement du Système de Préparation et de Riposte aux Situations d'Urgence (RSPRSU) ;
- du Projet Eau et Assainissement au Togo ;
- de la réhabilitation de la centrale hydraulique de Nangbéto ;
- du Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER) ;
- du Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique au Togo ;
- du Programme de Santé maternelle et néo-natale ;
- du Programme de Renforcement de système sanitaire santé reproductive et des droits sexuels (SRDS) ;
- du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE) ;
- du Programme du Fonds Mondial pour l'assainissement ;
- du Plan d'Investissement de Résilience des Zones Côtières de l'Afrique de l'Ouest (WACA) ;
- du Programme d'appui à la décentralisation ;
- du Programme d'appui aux pistes rurales ;
- du Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou ;

- du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest ;
- de la Reconstruction du pont d'Amoutchou ;
- du Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs ;
- du Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest ;
- du Projet Régional de Renforcement des Systèmes de Surveillance des Maladies (REDISSE) ;
- du Projet d'urgence Education d'appui à la Covid-19 ;
- de l'Amélioration de l'alimentation en eau potable dans la ville de Lomé ;
- des travaux d'aménagement en pavage de la voie d'accès au marché d'Anié et assainissement du marché ;
- du Projet d'appui à la gouvernance du secteur des transports ;
- du Projet « Tuberculose : Accélération de la mise en oeuvre des services de prévention et de qualité des soins dans la lutte contre les épidémies à VIH et Tuberculose » ;
- du Projet d'Appui au Mécanisme Incitatif de Financement Agricole ;
- du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural.

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par les ménages et le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 152.542 millions en 2020, contre 109.528 millions en 2019, suite à la hausse des dons en nature destinés aux ONG nationales et à la comptabilisation sous cette rubrique des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements. Les dons en nature destinés aux ONG nationales sont essentiellement composés de financements obtenus auprès de partenaires, dans le cadre de projets sociaux tels que la construction de bâtiments scolaires et de ponts, la confection des bancs scolaires, etc.

**Tableau 44- Evolution du compte de capital (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	0	-
Transferts de capital	163 551	141 431	175 733	169 884	214 550	26,3%
Administration publique	66 499	41 407	72 712	60 355	62 008	2,7%
dont Remises de dette	0	0	0	0	0	-
Autres secteurs	97 052	100 025	103 021	109 528	152 542	39,3%
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>163 551</b>	<b>141 431</b>	<b>175 733</b>	<b>169 884</b>	<b>214 550</b>	<b>26,3%</b>

Source : BCEAO

### III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier<sup>5</sup>, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2020, par un passif net de 35.974 millions, contre un passif net de 29.873 millions en 2019.

**Tableau 45- Evolution du solde du compte financier (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 20/19	
						Relative	Absolue
Investissements directs	179 722	-70 338	139 516	-177 446	-30 538	-82,8%	146 908
Investissements de portefeuille	-160 466	176 555	91 895	238 983	48 083	-79,9%	-190 900
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	-	0
Autres investissements	-179 061	-28 768	-172 381	-91 411	-53 519	-41,5%	37 891
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-159 805</b>	<b>77 450</b>	<b>59 031</b>	<b>-29 873</b>	<b>-35 974</b>	<b>20,4%</b>	<b>-6 101</b>

Source : BCEAO

#### III.1- INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs se décomposent en libération de capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2020, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une entrée nette de 30.538 millions, contre une entrée nette de 177.446 millions l'année précédente.

En effet, au regard des résultats de l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID) au titre de l'année 2020, les entrées nettes de capitaux se sont principalement orientées vers la branche « Intermédiation financière, assurance et retraite ».

#### III.2- INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2020, ces investissements se sont traduits par des sorties nettes de 48.083 millions, contre des sorties nettes de 238.983 millions une année plus tôt, en diminution de 190.900 millions.

#### III.3- DERIVES FINANCIERS

Les dérivés financiers sont des instruments financiers utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2020, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

<sup>5</sup> Optique BCEAO (Annexe 4)

### III.4- AUTRES INVESTISSEMENTS

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir ou à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est passé d'un passif net de 91.411 millions en 2019 à un passif net de 53.519 millions en 2020, soit un désendettement net de 37.891 millions.

En particulier, au cours de la période sous revue, les prêts nets contractés à l'extérieur se sont établis à 222.861 millions en 2020, contre 75.032 millions en 2019.

S'agissant des prêts contractés par l'Administration publique, les principaux projets financés ont concerné :

- le Projet de construction de centrale solaire à Blitta ;
- le Projet WARCIP (West Africa Régional Communication Infrastructure Program) ;
- l'électrification rurale – Phase 3 : 69 localités rurales et Phase 4 : 150 localités rurales ;
- le Projet de ligne de transport haute tension 161 Kilovolts sur Kara-Mango-Dapaong et postes associés ;
- le Projet de Réforme et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo (PRISET) ;
- le Projet de facilitation du commerce et compétitivité des services logistiques au Togo ;
- le Projet d'appui au secteur agricole ;
- le Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou ;
- les Travaux d'aménagement et de bitumage du tronçon Nali-Sadori ;
- le Projet de Renforcement du Système de Préparation et de Riposte aux Situations d'Urgence (RSPRSU) ;
- le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs ;
- le Projet d'Infrastructure et de Développement Urbain (PIDU).

Les principaux créanciers du Togo en 2020 sont : Banque Mondiale, BOAD, EXIM BANK INDE, Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, Banque Islamique de Développement (BID) et la Banque Africaine de Développement (BAD).

**Tableau 46- Evolution des autres investissements (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var. 20/19	
						Relative	Absolue
Autres titres de participation	-1	4	0	0	0	-	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	2 705	23 835	59 549	37 895	57 151	50,8%	19 256
Prêts	-113 648	-13 084	-161 686	-75 032	-222 861	197,0%	-147 828
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	770	1 686	1 017	0	1 267	-	1 267
Crédits commerciaux et avances	-80 557	-69 467	-71 574	-60 591	43 562	-171,9%	104 154
Autres comptes à recevoir/ à payer	11 670	28 258	313	6 318	67 361	966,2%	61 043
<b>Autres investissements</b>	<b>-179 061</b>	<b>-28 768</b>	<b>-172 381</b>	<b>-91 411</b>	<b>-53 519</b>	<b>-41,5%</b>	<b>37 891</b>

Source : BCEAO

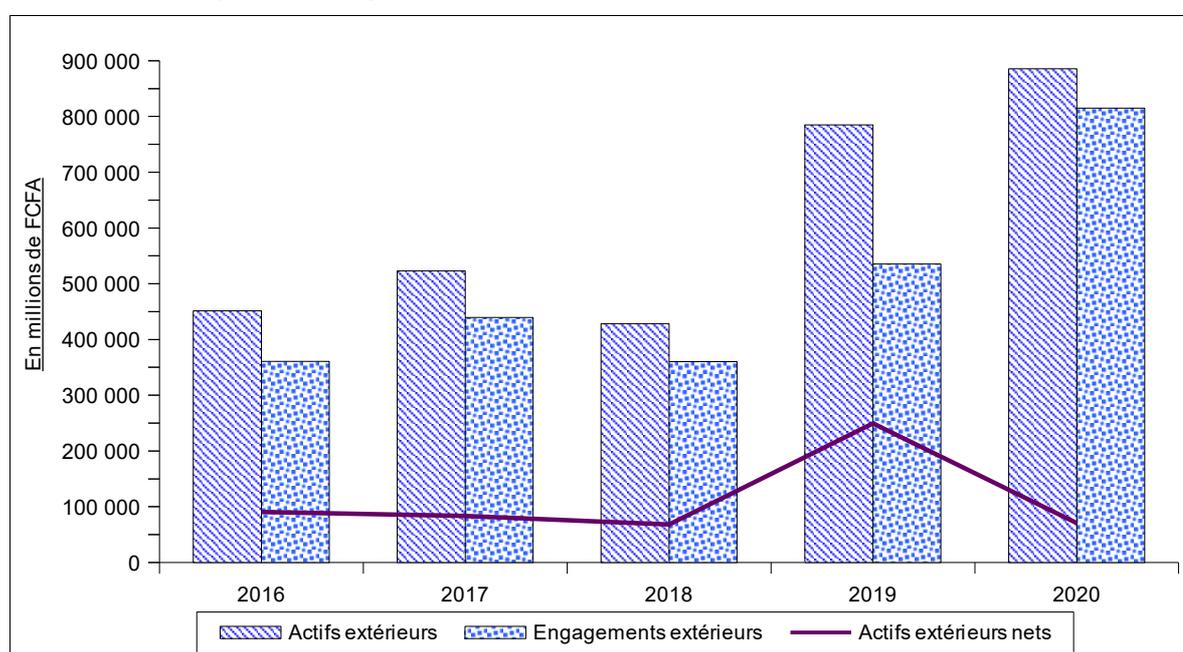
## IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2020, au regard des données des statistiques monétaires, les actifs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires ont augmenté de 244.042 millions, en relation avec la progression de 423.010 millions des AEN des autres institutions de dépôt, atténuée par le repli de 178.968 millions de ceux de la Banque Centrale.

### IV.1- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ont diminué en 2020 de 178.968 millions, en liaison avec une hausse de 279.801 millions des engagements extérieurs, amoindrie par l'accroissement de 100.833 millions des créances sur les non-résidents.

**Graphique 13- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)**



Source : BCEAO

**Tableau 47- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)**

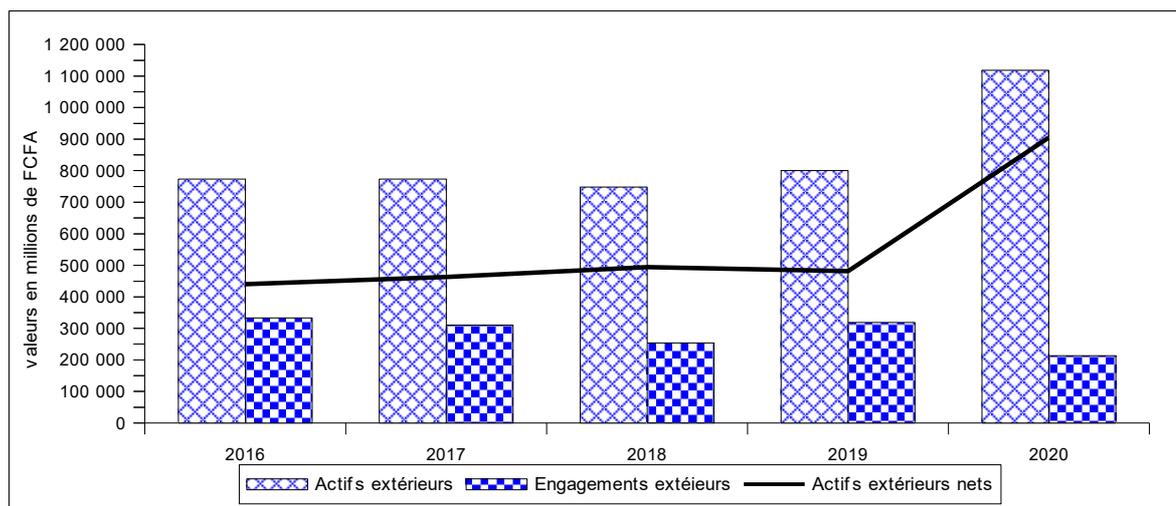
RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var. Abs. 20/19
<b>Créances sur les non-résidents</b>	<b>451 182</b>	<b>522 810</b>	<b>428 264</b>	<b>784 671</b>	<b>885 504</b>	<b>100 833</b>
Position de réserve	18 553	9 175	17 183	15 731	9 075	-6 656
DTS détenus	10 007	33 541	60 170	93 278	162 771	69 493
Avoirs en monnaies étrangères	3 834	2 360	356	1 326	1 367	41
Autres actifs extérieurs	418 788	477 734	350 556	674 338	712 292	37 954
<b>Engagements extérieurs</b>	<b>360 581</b>	<b>439 317</b>	<b>360 121</b>	<b>535 238</b>	<b>815 039</b>	<b>279 801</b>
Recours au crédit du FMI	47 781	68 837	96 341	129 920	192 996	63 076
Banques et Institutions non-résidentes	253 964	315 698	207 762	348 302	567 427	219 125
Autres engagements (Allocation DTS)	58 836	54 783	56 018	57 016	54 615	-2 401
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>90 602</b>	<b>83 493</b>	<b>68 143</b>	<b>249 433</b>	<b>70 465</b>	<b>-178 968</b>

Source : BCEAO

## IV.2- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT

En 2020, la position extérieure nette des autres institutions de dépôt s'est établie à 905.050 millions, en augmentation de 423.010 millions par rapport aux 482.040 millions atteints en 2019. Cette évolution résulte de l'accroissement de 317.581 millions des créances sur les non-résidents, cumulé à la baisse de 105.429 millions des engagements extérieurs.

**Graphique 14- Evolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôt (en millions)**



Source : BCEAO

**Tableau 48- Évolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var. Abs. 20/19
<b>Créances sur les non-résidents</b>	<b>773 482</b>	<b>773 839</b>	<b>748 165</b>	<b>800 684</b>	<b>1 118 265</b>	<b>317 581</b>
Monnaies étrangères	2 523	1 316	1 348	2 639	3 005	366
Dépôts	138 057	111 856	73 575	61 573	109 475	47 902
Crédits	228 106	244 673	247 070	254 856	304 220	49 364
Autres créances	404 796	415 994	426 172	481 616	701 565	219 949
<b>Engagements envers les non résidents</b>	<b>333 337</b>	<b>310 487</b>	<b>254 110</b>	<b>318 644</b>	<b>213 215</b>	<b>-105 429</b>
Dépôts	257 096	184 977	164 244	218 323	165 338	-52 985
Crédits	75 745	125 509	84 674	96 838	45 210	-51 628
Autres engagements	496	1	5 192	3 483	2 667	-816
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>440 146</b>	<b>463 352</b>	<b>494 055</b>	<b>482 040</b>	<b>905 050</b>	<b>423 010</b>

Source : BCEAO

## IV.3- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT

En 2020, les variations des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (-178.968 millions) et des autres institutions de dépôt (+423.010 millions) ont conduit à un solde de la balance des paiements de 240.712 millions, avec un écart de réévaluation de 3.330 millions (porté par la Banque Centrale).

**Tableau 49- Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var. Abs. 20/19
Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (Statistiques monétaires)	90 602	83 493	68 143	249 433	70 465	-178 968
Variation des AEN de la Banque Centrale (1)	-67 779	-7 108	-15 350	181 290	-178 968	-360 258
Ecart d'évaluation (2)		5 986	-1 654	-1 364	3 330	4 695
Enregistrement en balance des paiements (3)=(1)-(2)		-13 095	-13 696	182 654	-182 298	-364 953
Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts	440 146	463 352	494 055	482 040	905 050	423 010
Variation des AEN des autres institutions de dépôts (4)	142 893	23 206	30 703	-12 015	423 010	435 025
Ecart d'évaluation (5)						
Enregistrement en balance des paiements (6)=(4)-(5)		23 206	30 703	-12 015	423 010	435 025
<b>Actifs extérieurs nets totaux</b>	<b>530 747</b>	<b>546 845</b>	<b>562 198</b>	<b>731 473</b>	<b>975 515</b>	<b>244 042</b>
<b>Variation Actifs extérieurs nets totaux</b>	<b>75 114</b>	<b>16 098</b>	<b>15 353</b>	<b>169 275</b>	<b>244 042</b>	<b>74 767</b>
<b>Ecart de réévaluation (7)=(2)+(5)</b>		<b>5 986</b>	<b>-1 654</b>	<b>-1 364</b>	<b>3 330</b>	<b>4 695</b>
<b>Enregistrement en balance des paiements (8)=(3)+(6)</b>		<b>10 112</b>	<b>17 007</b>	<b>170 639</b>	<b>240 712</b>	<b>70 072</b>

Source : BCEAO

#### IV.4- AVOIRS DE RESERVE

Il s'agit des avoirs financiers dont dispose le pays et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et des autres créances.

En 2020, les flux des avoirs de réserve ont diminué de 242.500 millions en s'établissant à 108.386 millions, contre 350.886 millions en 2019, en liaison principalement avec la baisse de 286.691 millions des autres avoirs de réserve, notamment la monnaie fiduciaire et dépôts.

**Tableau 50- Avoirs de réserve (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19	Var Abs. 20/19
Or monétaire	0	0	0	0	0	-	0
Droits de tirage spéciaux	-29 800	26 016	25 302	29 916	76 648	156,2%	46 732
Position de réserve au FMI	17 135	-8 699	7 629	-3 716	-6 257	68,4%	-2 541
Autres avoirs de réserve	-412	57 472	-129 181	324 686	37 995	-88,3%	-286 691
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	-412	57 472	-129 181	324 686	37 995	-88,3%	-286 691
<i>Titres</i>	0	0	0	0	0	-	0
<i>Dérivés financiers</i>	0	0	0	0	0	-	0
<i>Autres créances</i>	0	0	0	0	0	-	0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>-13 077</b>	<b>74 789</b>	<b>-96 251</b>	<b>350 886</b>	<b>108 386</b>	<b>-69,1%</b>	<b>-242 500</b>

Source : BCEAO

---

## V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### V.1- EVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE NETTE

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la PEG rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des différentes catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2020, la PEG nette du Togo est ressortie débitrice de -305.696 millions, contre un déficit de -580.651 millions en 2019, soit une réduction de 47,4% du déficit, suite à une augmentation des avoirs.

Le stock des avoirs s'est établi à 4.566.792 millions en 2020, contre 4.279.957 millions en 2019, en hausse de 6,7%, sous l'effet de la hausse de :

- 28,5% des investissements de portefeuille ;
- 29,3% des autres investissements, en particulier les dépôts ;
- 12,9% des avoirs de réserve.

S'agissant des engagements, leur encours a quasiment stagné, en passant de 4.860.608 millions en 2019 à 4.874.488 millions en 2020.

**Tableau 51- Position extérieure globale (en millions)**

RUBRIQUES	2016	2017	2018	2019	2020	Var 20/19
<b>AVOIRS</b>	<b>3 655 428</b>	<b>3 604 777</b>	<b>3 720 677</b>	<b>4 279 957</b>	<b>4 568 792</b>	<b>6,7%</b>
Investissements directs à l'étranger	2 114 653	1 872 331	1 987 764	2 047 070	1 818 653	-11,2%
Investissements de portefeuille	652 957	762 974	824 321	933 794	1 199 500	28,5%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	436 636	446 663	480 328	514 421	665 134	29,3%
dont Crédits commerciaux	38 199	35 436	36 446	38 538	35 430	-8,1%
Prêts	141 364	244 673	247 070	254 856	304 220	19,4%
Monnaie fiduciaire et dépôts	251 425	161 908	186 304	215 122	318 500	48,1%
Autres avoirs	5 648	4 645	10 508	5 905	6 984	18,3%
Avoirs de réserve	451 182	522 810	428 264	784 671	885 504	12,9%
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>4 356 066</b>	<b>4 351 441</b>	<b>4 362 091</b>	<b>4 860 608</b>	<b>4 874 488</b>	<b>0,3%</b>
Investissements directs dans l'économie	1 491 185	1 254 879	1 168 531	1 411 678	1 236 205	-12,4%
Investissements de portefeuille	1 123 904	1 155 613	1 143 623	958 582	937 256	-2,2%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	1 740 978	1 940 949	2 049 937	2 490 348	2 701 027	8,5%
dont Crédits commerciaux	38 108	104 812	177 387	240 070	193 400	-19,4%
Prêts	990 023	1 254 413	1 414 541	1 535 317	1 697 612	10,6%
<i>dont dette publique extérieure</i>	<i>731 285</i>	<i>926 660</i>	<i>959 868</i>	<i>1 015 342</i>	<i>1 175 462</i>	<i>15,8%</i>
Monnaie fiduciaire et dépôts	406 328	292 269	258 744	566 621	555 897	-1,9%
Autres engagements	306 519	289 455	199 265	148 340	254 118	71,3%
<b>POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE</b>	<b>-700 638</b>	<b>-746 664</b>	<b>-641 414</b>	<b>-580 651</b>	<b>-305 696</b>	<b>-47,4%</b>

Source : BCEAO

## V.2- STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La PEG nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA a dégagé en 2020, un passif net de 1.177.776 millions. Les actifs financiers se sont établis à 1 834 826 millions, principalement sous l'effet des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements, en rapport notamment avec les opérations d'émissions de titres publics dans la zone. Les passifs financiers sont évalués à 3.014.602 millions.

S'agissant de la Zone euro, la PEG a affiché un passif financier net de 95.447 millions. Les avoirs financiers sur la Zone euro se sont chiffrés à 279.333 millions. Le passif financier brut envers les pays de la Zone euro est ressorti à 374.780 millions, en liaison essentiellement avec les investissements directs étrangers.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone euro, la PEG a enregistré un actif financier net de 967.527 millions. Le stock d'actifs s'est établi à 2.452.633 millions. Le passif financier s'est chiffré à 1.485.106 millions.

**Tableau 52- Position extérieure globale par zone géographique (en millions)**

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
<b>Stock d'actifs financiers</b>		<b>1 836 826</b>	<b>279 333</b>	<b>2 452 633</b>	<b>4 568 792</b>
1	Investissements directs	458 468	40 261	1 319 925	1 818 653
2	Investissements de portefeuille	805 305	201 695	192 501	1 199 500
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	557 343	37 377	70 414	665 134
5	Avoirs de réserves	<b>15 711</b>	<b>0</b>	<b>869 794</b>	<b>885 504</b>
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	162 771	162 771
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	9 075	9 075
5.4	Autres avoirs de réserve	15 711	0	697 948	713 658
<b>Stocks de passifs financiers</b>		<b>3 014 602</b>	<b>374 780</b>	<b>1 485 106</b>	<b>4 874 488</b>
1	Investissements directs	79 705	310 694	845 806	1 236 205
2	Investissements de portefeuille	911 340	14 199	11 718	937 256
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	2 023 557	49 887	627 582	2 701 027
<b>Position extérieure globale nette</b>		<b>-1 177 776</b>	<b>-95 447</b>	<b>967 527</b>	<b>-305 696</b>

Source : BCEAO

---

## CONCLUSION

La situation économique au Togo en 2020 s'est traduite par un taux de croissance économique de 1,8%. Dans ce contexte, les évolutions, ci-après, ont été enregistrées au niveau des comptes extérieurs du Togo, en comparaison on avec l'année 2019 :

- une amélioration de 20.549 millions (+63,3%) du déficit du compte courant ;
- une hausse de 44.666 millions (+26,3%) de l'excédent du compte de capital ;
- un endettement net de 6.101 millions du compte financier.



---

## **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements .....	67
Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale.....	71
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) .....	75
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée) .....	84
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO) .....	85
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions .....	85
Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée .....	88
Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises .....	93
Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	94
Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires.....	98

---

## **Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements**

### **1. Généralités**

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2020 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficace des objectifs de sa mission.

### **2. Définitions**

*La balance des paiements* est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

*La position extérieure*, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

*Une transaction* se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

*Une unité institutionnelle* est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

*Le territoire économique* d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

### **3. Champ d'application des données**

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

---

#### **4. Conventions comptables**

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

#### **5. Nature des sources statistiques**

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, Commission de l'UEMOA, etc.

#### **6. Pratiques d'établissement des données**

##### **6.1. Compte des opérations courantes**

- **Biens**

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'Office Togolais des Recettes (OTR), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.

---

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

- **Services**

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

- **Revenu primaire**

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

- **Revenu secondaire**

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

## 6.2. Compte de capital

Dans la 6<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

## 6.3. Compte financier

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;

- 
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
  - les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

#### **6.4. Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

#### **Avertissement :**

***En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.***

---

## **Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale**

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

### **A. Balance des paiements**

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

<b>Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements</b>
<b>Compte des transactions courantes</b>
Biens et services
Biens
Services
Compte du revenu primaire ( <i>anciennement compte « revenu »</i> )
Compte du revenu secondaire ( <i>anciennement « transferts courants »</i> )
<b>Compte de capital</b>
Acquisition et cession d'actifs non produits
Transferts en capital
<b>Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>)</b>
Investissements directs
Investissements de portefeuille
Produits financiers dérivés ( <i>traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5</i> )
Autres investissements
Avoirs de réserve

#### **A.1. Compte des biens et services**

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;

- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication » selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

## **A.2. Compte de revenu primaire**

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;

- 
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

### **A.3. Compte de revenu secondaire**

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ».

En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

### **A.4. Compte de capital**

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

### **A.5. Compte financier**

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

## **B- Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité.

---

A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

### Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

(en millions de FCFA) - 2020

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 563 036	1 574 973	-11 936
1.A	Biens et services	990 906	1 375 184	-384 278
1.A.a	Biens	694 988	1 123 163	-428 175
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	694 988	1 123 163	-428 175
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	126 307	0	126 307
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	0	0	0
1.A.b	Services	295 918	252 021	43 896
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	320	0	320
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	320	0	320
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	13 661	-13 661
1.A.b.3	Transport	104 433	169 796	-65 362
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	104 433	169 522	-65 088
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	42 638	7 433	35 205
1.A.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	Fret	14 274	151 133	-136 859
1.A.b.3.0.3	Autres	47 521	10 956	36 566
1.A.b.3.1	Transports maritimes	41 488	150 946	-109 458
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	150 946	-150 946
1.A.b.3.1.3	Autres	41 488	0	41 488
1.A.b.3.2	Transports aériens	59 422	8 891	50 530
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	41 738	6 612	35 126
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	11 650	187	11 463
1.A.b.3.2.3	Autres	6 034	2 092	3 942
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	3 524	9 685	-6 161
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	900	821	79
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	Fret	2 624	0	2 624
1.A.b.3.3.3	Autres	0	8 864	-8 864
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	274	-274
1.A.b.4	Voyages	44 318	13 133	31 185
1.A.b.4.1	à titre professionnel	24 755	4 387	20 368
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.4.1.2	Autres	24 755	4 387	20 368
1.A.b.4.2	à titre personnel	19 563	8 746	10 816
1.A.b.4.2.1	Santé	195	0	195
1.A.b.4.2.2	éducation	282	1 641	-1 359
1.A.b.4.2.3	Autres	19 085	7 105	11 980
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	4 262	0	4 262
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	4 262	0	4 262
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	1 420	187	1 233
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	1 420	187	1 233
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	915	29 471	-28 556
1.A.b.6.1	Assurance directe	10	27 670	-27 660
1.A.b.6.2	Réassurance	610	1 572	-962
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	295	86	209
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	143	-143
1.A.b.7	Services financiers	17 960	977	16 983
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	17 960	977	16 983
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	20 483	11 057	9 425
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	19 479	4 149	15 330
1.A.b.9.2	Services d'informatique	0	5 443	-5 443
1.A.b.9.3	Services d'information	1 004	1 465	-461
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	85 863	12 301	73 562
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	0	3 300	-3 300
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	66 709	6 913	59 796
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	19 154	2 088	17 066
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	20 206	1 438	18 767
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	163 368	138 758	24 609
1.B.1	Rémunération des salariés	32 599	12 133	20 467
1.B.2	Revenus des investissements	121 372	124 567	-3 194
1.B.2.1	Investissements directs	82 528	85 204	-2 676
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds	71 707	53 250	18 457

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	de placement			
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	52 727	40 374	12 353
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	10	18 325	-18 315
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	7	8 681	-8 674
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs	52 710	13 368	39 342
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	18 980	12 876	6 104
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0		0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	10 821	31 953	-21 133
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 574	24 042	-22 468
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	25	-25
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises sœurs	9 247	7 887	1 359
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	31 012	9 944	21 068
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	544	0	544
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	23	0	23
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	521	0	521
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	521	0	521
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	Intérêts	30 468	9 944	20 524
1.B.2.2.2.1	à court terme	22 045	4 721	17 324
1.B.2.2.2.2	à long terme	8 423	5 223	3 200
1.B.2.3	Autres investissements	7 833	29 419	-21 586
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	7 833	29 419	-21 586
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	de placement			
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	9 396	2 059	7 337
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	9 396	0	9 396
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	2 059	-2 059
1.C	Revenu secondaire	408 763	61 030	347 733
1.C.1	Administrations publiques	57 643	3 378	54 265
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	57 643	3 378	54 265
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	351 120	57 652	293 468
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	341 754	45 846	295 908
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	341 754	45 846	295 908
1.C.2.2	Autres transferts courants	9 366	11 807	-2 441
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	330	0	330
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	47	3 461	-3 415
1.C.2.0.3	Prestations sociales	4 693	362	4 330
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	53	2 581	-2 528
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	18	0	18
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	0	14	-14
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	4 226	5 389	-1 163
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	252 670	38 121	214 550
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	0
2.2	Transferts de capital	252 670	38 121	214 550
2.2.1	Administration publique	62 008	0	62 008
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	62 008	0	62 008
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	190 662	38 121	152 542
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	190 662	38 121	152 542
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 815 707	1 613 093	202 613

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3	Compte financier	475 695	270 958	204 737
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	475 695	270 958	204 737
3.1	Investissement direct	-64 617	-34 079	-30 538
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	8 728	64 697	-55 969
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	-10 253	51 821	-62 074
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-51 532	51 991	-103 523
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	15 000	0	15 000
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	26 279	-170	26 449
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	18 981	12 876	6 105
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	-73 345	-98 776	25 431
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-72 013	-88 341	16 328
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	668	0	668
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	-2 000	-10 435	8 435
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	279 172	10 147	269 024
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	1 887	-100 114	102 001
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	310	0	310
3.2.1.4	Autres secteurs	1 577	-100 114	101 691
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	1 577	-100 114	101 691
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	Titres de créance	277 285	110 261	167 023

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	220 631	0	220 631
3.2.2.2.1	à court terme	123 082	0	123 082
3.2.2.2.2	à long terme	97 549	0	97 549
3.2.2.3	Administrations publiques	0	104 745	-104 745
3.2.2.3.1	à court terme	0	13 716	-13 716
3.2.2.3.2	à long terme	0	91 029	-91 029
3.2.2.4	Autres secteurs	56 654	5 517	51 137
3.2.2.4.0.1	à court terme	52 542	5 435	47 107
3.2.2.4.0.2	à long terme	4 112	82	4 030
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	50 127	0	50 127
3.2.2.4.1.1	à court terme	46 132	0	46 132
3.2.2.4.1.2	à long terme	3 995	0	3 995
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 527	5 517	1 010
3.2.2.4.2.1	à court terme	6 410	5 435	975
3.2.2.4.2.2	à long terme	117	82	35
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	152 754	294 889	-142 135
3.4.1	Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	105 419	-10 723	116 143
3.4.2.1	Banque centrale	0	42 262	-42 262
3.4.2.1.1	à court terme	0	42 262	-42 262
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	48 268	-52 985	101 253
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	48 268	-52 985	101 253
3.4.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.4	Autres secteurs	57 151	0	57 151
3.4.2.4.0.1	à court terme	56 040	0	56 040
3.4.2.4.0.2	à long terme	1 111	0	1 111
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	57 592	0	57 592
3.4.2.4.1.1	à court terme	55 469	0	55 469
3.4.2.4.1.2	à long terme	2 123	0	2 123
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-441	0	-441
3.4.2.4.2.1	à court terme	571	0	571
3.4.2.4.2.2	à long terme	-1 012	0	-1 012
3.4.3	Prêts	49 364	242 792	-193 428
3.4.3.1	Banque centrale	0	71 559	-71 559
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	71 559	-71 559
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	49 364	-51 628	100 992
3.4.3.2.1	à court terme	49 364	-44 922	94 286
3.4.3.2.2	à long terme	0	-6 706	6 706
3.4.3.3	Administrations publiques	0	232 134	-232 134
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	232 134	-232 134
3.4.3.4	Autres secteurs	0	-9 273	9 273
3.4.3.4.0.1	à court terme	0	8 924	-8 924
3.4.3.4.0.2	à long terme	0	-18 197	18 197
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0	1 000	-1 000
3.4.3.4.1.1	à court terme	0	1 000	-1 000
3.4.3.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-10 273	10 273
3.4.3.4.2.1	à court terme	0	7 924	-7 924
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	-18 197	18 197
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 267	0	1 267
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	1 267	0	1 267
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	1 267	0	1 267
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	-3 108	-46 670	43 562
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	-3 108	-46 670	43 562
3.4.5.4.0.1	à court terme	-3 210	-26 773	23 563
3.4.5.4.0.2	à long terme	102	-19 897	19 999
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	0	7	-7
3.4.5.4.1.1	à court terme	0	7	-7
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-3 108	-46 677	43 569
3.4.5.4.2.1	à court terme	-3 210	-26 780	23 570
3.4.5.4.2.2	à long terme	102	-19 897	19 999
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	-188	109 491	-109 679
3.4.6.1	Banque centrale	0	176 864	-176 864
3.4.6.1.1	à court terme	0	176 864	-176 864
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-992	-816	-176
3.4.6.2.1	à court terme	-992	-816	-176
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	804	-66 557	67 361
3.4.6.4.0.1	à court terme	-34	-34 719	34 685
3.4.6.4.0.2	à long terme	838	-31 838	32 676
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	1 800	-66 644	68 444
3.4.6.4.1.1	à court terme	0	-34 806	34 806
3.4.6.4.1.2	à long terme	1 800	-31 838	33 638
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-996	87	-1 083
3.4.6.4.2.1	à court terme	-34	87	-121
3.4.6.4.2.2	à long terme	-962	0	-962
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	Avoirs de réserve	108 386	0	108 386
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	76 648	0	76 648

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.5.3	Position de réserve au FMI	-6 257	0	-6 257
3.5.4	Autres avoirs de réserve	37 995	0	37 995
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	37 995	0	37 995
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	41	0	41
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	37 954	0	37 954
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	<b>-1 340 012</b>	<b>-1 342 136</b>	<b>2 124</b>

*Source* : BCEAO

**Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)**

(en millions de FCFA) – 2020

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 563 036</b>	<b>1 574 973</b>	<b>-11 936</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>990 906</b>	<b>1 375 184</b>	<b>-384 278</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>694 988</b>	<b>1 123 163</b>	<b>-428 175</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	694 988	1 123 163	-428 175
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	126 307	0	126 307
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	0	0	0
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>295 918</b>	<b>252 021</b>	<b>43 896</b>
1.A.b.3	Transport	104 433	169 796	-65 362
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	14 274	151 133	-136 859
1.A.b.4	Voyage	44 318	13 133	31 185
1.A.b.0	Autres services	147 167	69 093	78 074
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>163 368</b>	<b>138 758</b>	<b>24 609</b>
1.B.1	Revenus des salariés	32 599	12 133	20 467
1.B.2	Revenus des investissements	121 372	124 567	-3 194
1.B.3	Autres revenus primaires	9 336	1 586	7 750
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>57 643</b>	<b>3 378</b>	<b>54 265</b>
1.C.1	Administrations publiques	57 643	3 378	54 265
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	33 183	57 652	-24 470
1.C.2	Autres secteurs	341 754	45 846	295 908
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	341 754	45 846	295 908
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>252 670</b>	<b>38 121</b>	<b>214 550</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	252 670	38 121	214 550
2.2.1	Administrations publiques	62 008	0	62 008
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	190 662	38 121	152 542
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>475 695</b>	<b>270 958</b>	<b>204 737</b>
3.1	Investissements directs	-64 617	-34 079	-30 538
3.2	Investissements de portefeuille	279 172	10 147	269 024
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	152 754	294 889	-142 135
3.5	Avoirs de réserves	108 386	0	108 386
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 340 012</b>	<b>-1 342 136</b>	<b>2 124</b>

Source : BCEAO

## Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA) - 2020

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 563 036</b>	<b>1 574 973</b>	<b>-11 936</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>990 906</b>	<b>1 375 184</b>	<b>-384 278</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>694 988</b>	<b>1 123 163</b>	<b>-428 175</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	694 988	1 123 163	-428 175
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	126 307	0	126 307
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	0	0	0
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>295 918</b>	<b>252 021</b>	<b>43 896</b>
1.A.b.3	Transport	104 433	169 796	-65 362
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	14 274	151 133	-136 859
1.A.b.4	Voyage	44 318	13 133	31 185
1.A.b.0	Autres services	147 167	69 093	78 074
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>163 368</b>	<b>138 758</b>	<b>24 609</b>
1.B.1	Revenus des salariés	32 599	12 133	20 467
1.B.2	Revenus des investissements	121 372	124 567	-3 194
1.B.3	Autres revenus primaires	9 396	2 059	7 337
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>408 763</b>	<b>61 030</b>	<b>347 733</b>
1.C.1	Administrations publiques	57 643	3 378	54 265
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	33 183		33 183
1.C.2	Autres secteurs	351 120	57 652	293 468
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	341 754	45 846	295 908
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>252 670</b>	<b>38 121</b>	<b>214 550</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	252 670	38 121	214 550
2.2.1	Administrations publiques	62 008	0	62 008
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	190 662	38 121	152 542
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>49 728</b>	<b>85 702</b>	<b>-35 974</b>
3.1	Investissements directs	-64 617	-34 079	-30 538
3.2	Investissements de portefeuille	58 231	10 147	48 083
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	56 114	109 634	-53 519
3.4.0.3	<i>Administration publique</i>	0	232 134	-232 134
3.4.0.4	<i>Autres secteurs</i>	56 114	-122 501	178 615
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 340 012</b>	<b>-1 342 136</b>	<b>2 124</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>425 967</b>	<b>185 255</b>	<b>240 712</b>
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>-425 967</b>	<b>-185 255</b>	<b>-240 712</b>
8.1	Banque centrale	-108 386	-290 684	182 298
8.2	Autres institutions de dépôts	-317 581	105 429	-423 010

Source : BCEAO

## Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-258 747</b>	<b>-56 117</b>	<b>-102 675</b>	<b>-32 485</b>	<b>-11 936</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-486 976</b>	<b>-291 486</b>	<b>-347 717</b>	<b>-348 971</b>	<b>-384 278</b>
<b>Biens</b>	<b>-571 673</b>	<b>-373 810</b>	<b>-434 622</b>	<b>-443 465</b>	<b>-428 175</b>
Marchandises générales, base balance des paiements	-573 848	-376 804	-436 135	-443 465	-428 175
<i>Dont : Réexportations</i>	140 424	116 663	83 495	120 520	126 307
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	2 175	2 994	1 513	0	0
<b>Services</b>	<b>84 696</b>	<b>82 324</b>	<b>86 905</b>	<b>94 494</b>	<b>43 896</b>
Transport	-28 522	-36 675	-44 696	-45 096	-65 362
<i>Dont fret</i>	-127 177	-127 202	-130 958	-134 357	-136 859
Voyages	47 958	57 654	61 638	62 460	31 185
Autres services	65 260	61 345	69 962	77 129	78 074
<b>Revenus primaires</b>	<b>25 841</b>	<b>2 902</b>	<b>10 742</b>	<b>12 962</b>	<b>24 609</b>
Rémunération des salariés	15 837	15 674	17 525	17 860	20 467
Revenus des investissements	4 596	-16 736	-14 534	-12 851	-3 194
Autres revenus primaires	5 408	3 964	7 750	7 953	7 337
<b>Revenus secondaires</b>	<b>202 388</b>	<b>232 467</b>	<b>234 300</b>	<b>303 524</b>	<b>347 733</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>42 338</b>	<b>60 819</b>	<b>54 304</b>	<b>78 877</b>	<b>54 265</b>
<i>Coopération internationale courante</i>	42 338	60 819	54 304	78 877	54 265
<i>Appuis budgétaires reçus</i>			33 183	62 068	37 195
<b>Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM</b>	<b>160 050</b>	<b>171 648</b>	<b>179 996</b>	<b>224 647</b>	<b>293 468</b>
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	155 630	168 561	178 342	219 817	295 908
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	155 630	168 561	178 342	219 817	295 908
Autres transferts courants	4 420	3 087	1 655	4 830	-2 441
<b>Compte de capital</b>	<b>163 551</b>	<b>141 431</b>	<b>175 733</b>	<b>169 884</b>	<b>214 550</b>
<b>Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Transferts de capital</b>	<b>163 551</b>	<b>141 431</b>	<b>175 733</b>	<b>169 884</b>	<b>214 550</b>
Administration publique	66 499	41 407	72 712	60 355	62 008
<i>Remises de dette</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres transferts de capital</i>	66 499	41 407	72 712	60 355	62 008
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	97 052	100 025	103 021	109 528	152 542
<i>Remises de dette</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres transferts de capital</i>	97 052	100 025	103 021	109 528	152 542
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>-95 196</b>	<b>85 315</b>	<b>73 058</b>	<b>137 399</b>	<b>202 613</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-159 805</b>	<b>77 450</b>	<b>59 031</b>	<b>-29 873</b>	<b>-35 974</b>
Investissement direct	179 722	-70 338	139 516	-177 446	-30 538
Investissements de portefeuille	-160 466	176 555	91 895	238 983	48 083
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0

<b>Poste</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Autres investissements	-179 061	-28 768	-172 381	-91 411	-53 519
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>2 541</b>	<b>2 247</b>	<b>2 980</b>	<b>2 878</b>	<b>2 124</b>
<b>Solde global</b>	<b>67 150</b>	<b>10 112</b>	<b>17 007</b>	<b>170 150</b>	<b>240 712</b>
<b>Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts</b>	<b>-67 150</b>	<b>-10 112</b>	<b>-17 007</b>	<b>-170 150</b>	<b>-240 712</b>
Banque centrale	69 314	13 094	13 696	-182 165	182 298
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-136 464	-23 206	-30 703	12 015	-423 010

*Source : BCEAO*

## Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée

(en millions de FCFA) - 2020

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
<b>Position extérieure global nette</b>	<b>4 279 957</b>	<b>-186 860</b>	<b>4 568 792</b>	<b>475 695</b>	<b>4 860 608</b>	<b>-257 077</b>	<b>4 874 488</b>	<b>270 958</b>
<b>. - - Investissement direct</b>	<b>2 047 070</b>	<b>-163 800</b>	<b>1 818 653</b>	<b>-64 617</b>	<b>1 411 678</b>	<b>-141 394</b>	<b>1 236 205</b>	<b>-34 079</b>
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 743 323	-144 559	1 605 492	6 728	1 105 203	-69 727	1 100 173	64 697
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	1 736 708	-144 559	1 581 896	-10 253	1 011 390	-69 727	1 006 968	65 305
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 719 052	-144 559	1 522 961	-51 532	994 084	-69 727	989 832	65 475
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	15 000	15 000	0	0	0	0
. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	17 656	0	43 935	26 279	17 306	0	17 136	-170
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Instruments de dette	303 747	-19 241	213 161	-71 345	306 475	-71 667	136 032	-98 776
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	292 279	-19 241	203 025	-70 013	208 512	-70 628	49 543	-88 341
. - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	4 908	0	5 576	668	0	0	0	0
. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	6 560	0	4 560	-2 000	97 963	-1 039	86 489	-10 435
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance :	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>. - - Investissements de portefeuille</b>	<b>933 794</b>	<b>-13 466</b>	<b>1 199 500</b>	<b>279 172</b>	<b>958 582</b>	<b>-31 473</b>	<b>937 256</b>	<b>10 147</b>

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	151 202	-596	152 493	1 887	377 315	-31 473	245 728	-100 114
. ----- Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	13 351	0	13 661	310	15	0	15	0
. ----- Autres secteurs	137 851	-596	138 832	1 577	377 300	-31 473	245 713	-100 114
. ----- Autres sociétés financières	128 370	-596	129 351	1 577	139 686	-31 473	8 099	-100 114
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 481	0	9 481	0	237 614	0	237 614	0
. ----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Non cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. ---- Titres de créance	782 593	-12 870	1 047 008	277 285	581 267	0	691 529	110 261
. ----- Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	464 204	0	684 835	220 631	0	0	0	0
. ----- À court terme	258 963	0	382 045	123 082	0	0	0	0
. ----- À long terme	205 241	0	302 790	97 549	0	0	0	0
. ----- Administrations publiques	0	0	0	0	568 966	0	673 711	104 745
. ----- À court terme	0	0	0	0	35 282	0	48 998	13 716
. ----- À long terme	0	0	0	0	533 684	0	624 713	91 029
. ----- Autres secteurs	318 389	-12 870	362 173	56 654	12 301	0	17 818	5 517
. ----- À court terme	308 117	-12 870	347 789	52 542	12 301	0	17 736	5 435
. ----- À long terme	10 272	0	14 384	4 112	0	0	82	82
. ----- Autres sociétés financières	310 978	-12 870	348 235	50 127	0	0	0	0
. ----- À court terme	302 175	-12 870	335 437	46 132	0	0	0	0
. ----- À long terme	8 803	0	12 798	3 995	0	0	0	0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	7 411	0	13 938	6 527	12 301	0	17 818	5 517
. ----- À court terme	5 942	0	12 352	6 410	12 301	0	17 736	5 435
. ----- À long terme	1 469	0	1 586	117	0	0	82	82
. -- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. ---- Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Options	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Contrats à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>. - - Autres investissements</b>	<b>514 421</b>	<b>-2 041</b>	<b>665 134</b>	<b>152 754</b>	<b>2 490 348</b>	<b>-84 210</b>	<b>2 701 027</b>	<b>294 889</b>
. - - - - Autres titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	215 122	-2 041	318 500	105 419	566 621	0	555 897	-10 723
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	348 298	0	390 559	42 262
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	348 298	0	390 559	42 262
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	64 212	0	112 480	48 268	218 323	0	165 338	-52 985
. - - - - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	64 212	0	112 480	48 268	218 323	0	165 338	-52 985
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autres secteurs	150 910	-2 041	206 020	57 151	0	0	0	0
. - - - - - - - - À court terme	146 623	0	202 663	56 040	0	0	0	0
. - - - - - - - - À long terme	4 287	-2 041	3 357	1 111	0	0	0	0
. - - - - - - - - Autres sociétés financières	116 921	-2 041	172 472	57 592	0	0	0	0
. - - - - - - - - - À court terme	116 921	0	172 390	55 469	0	0	0	0
. - - - - - - - - - À long terme	0	-2 041	82	2 123	0	0	0	0
. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33 989	0	33 548	-441	0	0	0	0
. - - - - - - - - - À court terme	29 702	0	30 273	571	0	0	0	0
. - - - - - - - - - À long terme	4 287	0	3 275	-1 012	0	0	0	0
. - - - - Prêts	254 856	0	304 220	49 364	1 535 317	-80 497	1 697 612	242 792
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	129 920	-8 483	192 997	71 559
. - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	129 920	-8 483	192 997	71 559
. - - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
(le cas échéant)								
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	254 856	0	304 220	49 364	96 838	0	45 210	-51 628
. - - - - - À court terme	254 856	0	304 220	49 364	86 299	0	41 377	-44 922
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	10 539	0	3 833	-6 706
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	1 015 342	-72 014	1 175 462	232 134
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres à long terme	0	0	0	0	1 015 342	-72 014	1 175 462	232 134
. - - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	293 216	0	283 943	-9 273
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	56 205	0	65 129	8 924
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	237 011	0	218 814	-18 197
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	143 142	0	144 142	1 000
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	1 000	0	2 000	1 000
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	142 142	0	142 142	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	150 074	0	139 801	-10 273
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	55 205	0	63 129	7 924
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	94 869	0	76 672	-18 197
. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	1 267	1 267	0	0	0	0
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	0	0	1 267	1 267	0	0	0	0
. - - - - Autres sociétés financières	0	0	1 267	1 267	0	0	0	0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à pension	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Crédits commerciaux et avances	38 538	0	35 430	-3 108	240 070	0	193 400	-46 670
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	38 538	0	35 430	-3 108	240 070	0	193 400	-46 670
. - - - - - À court terme	38 298	0	35 088	-3 210	131 832	0	105 058	-26 773
. - - - - - À long terme	240	0	342	102	108 239	0	88 342	-19 897
. - - - - - Autres sociétés financières	100	0	100	0	2 939	0	2 946	7
. - - - - - À court terme	100	0	100	0	2 932	0	2 939	7
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	7	0	7	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38 438	0	35 330	-3 108	237 131	0	190 454	-46 677
. - - - - - À court terme	38 198	0	34 988	-3 210	128 900	0	102 119	-26 780
. - - - - - À long terme	240	0	342	102	108 232	0	88 335	-19 897
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	5 905	0	5 717	-188	91 325	-1 313	199 502	109 491
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	5	0	176 868	176 864
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	5	0	176 868	176 864
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	<b>4 061</b>	<b>0</b>	<b>3 069</b>	<b>-992</b>	<b>3 483</b>	<b>0</b>	<b>2 667</b>	<b>-816</b>
. - - - - - À court terme	<b>4 061</b>	<b>0</b>	<b>3 069</b>	<b>-992</b>	<b>3 483</b>	<b>0</b>	<b>2 667</b>	<b>-816</b>
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	1 844	0	2 648	804	87 837	-1 313	19 967	-66 557
. - - - - - À court terme	79	0	45	-34	45 065	-542	9 804	-34 719
. - - - - - À long terme	1 765	0	2 603	838	42 772	-771	10 163	-31 838
. - - - - - Autres sociétés financières	200	0	2 000	1 800	77 263	-1 313	9 306	-66 644
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	41 297	-542	5 949	-34 806
. - - - - - À long terme	200	0	2 000	1 800	35 966	-771	3 357	-31 838
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 644	0	648	-996	10 574	0	10 661	87
. - - - - - À court terme	79	0	45	-34	3 768	0	3 855	87
. - - - - - À long terme	1 565	0	603	-962	6 806	0	6 806	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	57 016	-2 401	54 615	0
<b>. - - Avoirs de réserve</b>	<b>784 671</b>	<b>-7 553</b>	<b>885 504</b>	<b>108 386</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. - - - - Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	93 278	-7 154	162 771	76 648	0	0	0	0
. - - - - Position de réserve au FMI	15 731	-399	9 075	-6 257	0	0	0	0
. - - - - Autres avoirs de réserve	675 663	0	713 658	37 995	0	0	0	0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	675 663	0	713 658	37 995	0	0	0	0
. - - - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 326	0	1 367	41	0	0	0	0
. - - - - - - Créances sur d'autres entités	674 338	0	712 292	37 954	0	0	0	0
. - - - - - Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCEAO

## Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
<b>EUROPE</b>	<b>40 668</b>	<b>42 853</b>	<b>50 132</b>	<b>47 287</b>	<b>50 958</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>	<b>39 489</b>	<b>41 399</b>	<b>49 196</b>	<b>46 425</b>	<b>49 943</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>36 247</b>	<b>40 983</b>	<b>48 377</b>	<b>45 714</b>	<b>49 289</b>
Allemagne	1 104	535	3 685	813	740
Belgique	5 914	3 951	3 002	5 570	6 574
Espagne	2 673	2 664	2 289	1 803	2 518
France	17 415	25 441	31 993	31 596	32 080
Irlande	0	0	0	0	24
Italie	2 613	2 747	1 416	2 585	1 653
Pays-Bas	4 081	4 294	3 423	3 151	5 128
Autres pays de la zone Euro	2 447	1 351	2 568	196	573
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>3 243</b>	<b>417</b>	<b>819</b>	<b>711</b>	<b>654</b>
Danemark	109	15	0	15	22
Pologne	2 002	0	0	178	
Royaume-Uni	1 094	316	761	518	615
Autres	38	86	58		16
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>1 178</b>	<b>1 454</b>	<b>936</b>	<b>862</b>	<b>1 015</b>
Norvège	5	7	0	21	
Russie	29	515	0		1
Suisse	1 060	791	592	675	829
Ukraine	84	140	321	166	186
Autres	0	0	24		0
<b>AFRIQUE</b>	<b>362 042</b>	<b>348 083</b>	<b>350 549</b>	<b>370 281</b>	<b>401 886</b>
<b>UEMOA</b>	<b>272 331</b>	<b>259 945</b>	<b>269 184</b>	<b>285 003</b>	<b>318 967</b>
Bénin	74 600	62 545	59 768	64 605	56 263
Burkina	76 902	78 241	85 684	77 364	77 527
Côte d'Ivoire	37 394	38 778	43 204	43 347	35 706
Guinée-Bissau	413	151	173	131	390
Mali	32 940	27 513	30 622	43 813	73 152
Niger	44 821	44 666	44 508	47 958	47 969
Sénégal	5 261	8 051	5 224	7 784	27 961
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>69 925</b>	<b>72 295</b>	<b>69 252</b>	<b>69 678</b>	<b>71 765</b>
Ghana	41 635	33 515	38 454	46 586	45 714
Guinée	3 578	3 447	2 557	1 860	2 900
Nigeria	23 511	34 131	26 747	20 551	22 564
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	1 200	1 201	1 494	681	587
<b>CEMAC</b>	<b>13 081</b>	<b>5 262</b>	<b>7 155</b>	<b>7 714</b>	<b>6 105</b>
Cameroun	1 391	1 456	1 135	1 034	1 170
Congo (Brazzaville)	5 116	314	1 423	2 961	1 055
Gabon	5 329	1 804	2 474	2 199	2 277
Guinée Equatoriale	442	507	422	412	324
République Centrafricaine	206	314	522	473	694
Tchad	597	867	1 180	635	584
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>6 706</b>	<b>10 582</b>	<b>4 957</b>	<b>7 887</b>	<b>5 049</b>
Afrique du Sud	296	140	253	483	564
Angola	49	143	100	51	172
Maroc	3 285	1 266	929	4 213	2 134
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	1 716	2 133	780	2 961	659
Tunisie	95	291	126	104	9

<b>ZONES GÉOGRAPHIQUES</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Autres	1 264	6 609	2 770	76	1 511
<b>AMERIQUE</b>	<b>13 679</b>	<b>9 712</b>	<b>9 293</b>	<b>5 852</b>	<b>7 782</b>
Antilles Néerlandaises	-	30	0	2	0
Brésil	-	4	4	3 013	3
Canada	10 806	5 883	6 048		482
Cuba	-	33	0	0	
USA	2 859	3 638	3 117	2 731	6 677
Autres pays d'Amérique	14	124	123	106	620
<b>ASIE</b>	<b>68 948</b>	<b>70 941</b>	<b>92 720</b>	<b>103 038</b>	<b>92 652</b>
Chine	5 538	8 630	4 856	5 469	13 933
Inde	32 540	26 708	39 873	60 992	42 178
Indonésie	4 000	5 765	2 790	1 023	80
Liban	321	402	589	123	207
Malaisie	9 981	3 994	25 167	15 642	12 541
Pakistan	2 588	8 952	1 192	4 536	3 965
Taiwan	309	322	675	991	1
Vietnam	3 020	2 300	6 658	6 782	4 664
Autres pays d'Asie	10 650	13 867	10 922	7 479	15 084
<b>OCEANIE</b>	<b>3 665</b>	<b>13 812</b>	<b>8 086</b>	<b>2 270</b>	<b>10 041</b>
Australie	3 664	13 791	8 086	2 270	6 718
Autres pays d'Océanie	1	21	0	0	3 323
<b>TOTAL</b>	<b>489 002</b>	<b>485 401</b>	<b>510 780</b>	<b>528 728</b>	<b>563 320</b>

Source : BCEAO

## Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
<b>EUROPE</b>	<b>378 616</b>	<b>324 889</b>	<b>312 400</b>	<b>386 913</b>	<b>441 637</b>
<b>UNION EUROPÉENNE</b>	<b>322 015</b>	<b>289 446</b>	<b>265 327</b>	<b>307 832</b>	<b>348 913</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>279 168</b>	<b>250 687</b>	<b>228 199</b>	<b>240 555</b>	<b>292 586</b>
Allemagne	39 948	29 418	27 403	31 681	43 829
Belgique	41 150	30 251	24 397	24 981	35 656
Espagne	18 444	16 770	18 448	13 562	26 781
France	94 908	101 347	89 261	86 727	105 043
Italie	13 207	11 518	13 490	18 033	38 007
Pays-Bas	45 068	46 590	35 710	41 500	24 818
Autres pays de la zone Euro	26 444	14 792	19 491	24 072	18 451
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>42 847</b>	<b>38 759</b>	<b>37 127</b>	<b>67 277</b>	<b>56 327</b>
Danemark	3 217	4 566	3 376	4 127	13 599
Lettonie	7 757	17 377	8 616	21 316	3 779
Royaume-Uni	8 263	5 595	14 596	29 105	17 380
Suède	3 688	1 486	2 946	1 942	9 265
Autres	19 923	9 736	7 593	10 787	12 304
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>56 601</b>	<b>35 443</b>	<b>47 073</b>	<b>79 082</b>	<b>92 724</b>
Islande	1	41	46	46	414
Norvège	239	6 876	2 205	1 446	4 540
Russie	28 907	17 488	33 912	58 998	77 400
Suisse	13 320	4 802	3 663	1 919	4 509
Ukraine	14 024	5 517	6 511	16 672	5 478
Autres	111	719	736	0	382
<b>AFRIQUE</b>	<b>146 495</b>	<b>161 460</b>	<b>163 228</b>	<b>159 826</b>	<b>133 192</b>
<b>UEMOA</b>	<b>57 993</b>	<b>43 830</b>	<b>40 364</b>	<b>36 976</b>	<b>31 156</b>
Bénin	8 356	5 597	3 840	4 538	3 203
Burkina	2 569	4 291	3 566	3 831	4 988
Côte d'Ivoire	31 739	21 044	17 437	16 549	15 669
Guinée-Bissau	6 334	4 471	7 079	3 382	0
Mali	119	322	222	76	167
Niger	29	55	8	90	63
Sénégal	8 848	8 050	8 212	8 510	7 066
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>54 115</b>	<b>67 008</b>	<b>66 927</b>	<b>59 774</b>	<b>51 338</b>
Ghana	36 036	38 782	29 230	32 543	37 969
Nigeria	17 844	28 166	37 645	27 195	12 590
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	235	59	51	37	780
<b>CEMAC</b>	<b>1 419</b>	<b>323</b>	<b>174</b>	<b>548</b>	<b>424</b>
Cameroun	462	59	71	362	82
Congo (Brazzaville)	55	1	0	2	7
Autres CEMAC	902	263	103	184	335
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>32 968</b>	<b>50 299</b>	<b>55 763</b>	<b>62 528</b>	<b>50 274</b>
Afrique du Sud	10 714	24 282	16 346	12 656	13 639
Egypte	3 014	5 383	9 803	11 909	7 410
Maroc	10 385	5 846	13 559	13 243	11 476
Mauritanie	4 688	7 025	10 437	15 549	10 866
Mozambique	1 652	5 569	38	4	1
Seychelles	0	0	0	12	0
Tunisie	1 720	1 382	1 658	1 641	5 617
Autres	796	811	3 923	7 515	1 265

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
<b>AMERIQUE</b>	<b>51 496</b>	<b>43 448</b>	<b>71 398</b>	<b>99 909</b>	<b>68 802</b>
Antilles Néerlandaises	0	0	0	0	0
Brésil	9 062	14 120	10 455	10 033	15 843
Canada	9 004	5 422	5 954	6 138	5 939
Cuba	-	1	198	0	0
Mexique	1 767	1 401	2 306	2 171	1 353
USA	20 335	18 854	44 948	75 606	42 529
Autres pays d'Amérique	11 328	3 650	7 537	5 962	3 138
<b>ASIE</b>	<b>510 012</b>	<b>407 906</b>	<b>425 902</b>	<b>480 154</b>	<b>583 628</b>
Arabie Saoudite	30 514	29 662	20 914	32 527	30 802
Chine	299 902	184 195	202 173	225 479	246 292
Corée du sud	13 524	10 702	9 814	9 139	14 755
Emirats arabes unis	16 786	13 166	21 637	18 078	26 795
Inde	34 696	33 426	40 481	52 576	78 497
Japon	46 213	47 561	42 198	45 137	53 883
Liban	2 239	1 401	2 152	2 278	2 445
Malaisie	11 105	14 723	14 998	20 985	27 112
Thaïlande	10 127	12 459	11 253	7 429	8 248
Turquie	15 744	15 447	19 649	24 072	38 169
Autres pays d'Asie	29 163	45 163	40 634	42 453	56 630
<b>OCEANIE</b>	<b>380</b>	<b>474</b>	<b>429</b>	<b>288</b>	<b>280</b>
Australie	379	474	429	288	280
Autres pays d'Océanie	1	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 086 999</b>	<b>938 177</b>	<b>973 358</b>	<b>1 127 089</b>	<b>1 227 539</b>

Source : BCEAO

## Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires (en millions de FCFA)

### A – Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		19 675,6	6 390,0	79,2	24 631,6	35 858,5	1 112,1	16 198,6	<b>103 945,5</b>
	Burkina	3 506,8		28 793,0	0,0	45 011,3	31 134,6	6 632,9	13 836,2	<b>128 914,8</b>
	Côte d'Ivoire	32 678,6	296 701,3		815,9	383 920,7	67 522,6	78 426,8	31 382,5	<b>891 448,4</b>
	Guinée-Bissau	497,7	0,0	0,0		288,9	6,6	3 348,9	0,0	<b>4 142,1</b>
	Mali	11 984,3	42 044,1	42 000,7	244,7		10 783,0	102 474,8	10 255,8	<b>219 787,3</b>
	Niger	17 611,9	52 859,9	5 118,0	0,0	62 458,1		1 476,2	8 957,2	<b>148 481,2</b>
	Sénégal	11 725,6	30 433,9	119 456,8	39 917,1	493 013,5	12 238,9		11 061,1	<b>717 846,7</b>
	Togo	143 277,4	101 971,9	38 306,2	4 475,6	75 041,5	50 717,1	35 592,5		<b>449 382,2</b>
	UEMOA	<b>221 282,2</b>	<b>543 686,7</b>	<b>240 064,6</b>	<b>45 532,5</b>	<b>1 084 365,5</b>	<b>208 261,2</b>	<b>229 064,3</b>	<b>91 691,3</b>	<b>2 663 948,3</b>

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

### B – Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 388,8	6 511,1	91,9	1 883,9	10 672,3	5 186,9	4 468,1	<b>32 203,0</b>
	Burkina	5 978,5		13 027,9	26,6	12 094,3	8 897,1	11 441,1	11 925,7	<b>63 391,3</b>
	Côte d'Ivoire	11 811,5	34 774,9		229,0	59 579,4	10 134,0	25 599,2	32 798,2	<b>174 926,2</b>
	Guinée-Bissau	261,8	96,5	336,9		776,8	136,5	6 507,9	410,6	<b>8 527,1</b>
	Mali	4 089,3	9 240,7	14 047,2	55,2		8 348,3	28 997,8	9 834,6	<b>74 613,1</b>
	Niger	10 911,1	2 711,9	2 272,0	30,5	7 827,4		4 412,0	9 454,9	<b>37 619,9</b>
	Sénégal	6 857,5	8 259,7	16 565,8	6 834,7	23 767,2	6 405,6		6 673,6	<b>75 364,0</b>
	Togo	2 738,9	3 874,8	6 900,3	125,2	2 525,0	8 577,6	5 026,7		<b>29 768,6</b>
	UEMOA	<b>42 648,5</b>	<b>62 347,3</b>	<b>59 661,4</b>	<b>7 393,1</b>	<b>108 454,0</b>	<b>53 171,5</b>	<b>87 171,7</b>	<b>75 565,7</b>	<b>496 413,2</b>

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

### C - Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 914,8	1 216,5	137,3	274,4	2 644,3	1 666,0	7 477,8	<b>18 331,1</b>
	Burkina	13 967,2		8 308,1	309,3	1 314,3	3 454,6	1 876,7	11 743,6	<b>40 973,8</b>
	Côte d'Ivoire	13 359,4	15 416,3		76,4	3 112,5	3 640,3	3 333,7	11 870,9	<b>50 809,6</b>
	Guinée-Bissau	16,7	16,2	0,0		4,5	115,4	1 861,6	15,9	<b>2 030,2</b>
	Mali	3 432,5	8 143,2	6 546,1	812,7		4 312,7	2 709,4	2 857,4	<b>28 814,0</b>
	Niger	4 971,9	2 181,9	963,0	28,1	437,9		2 742,8	2 208,1	<b>13 533,6</b>
	Sénégal	965,1	9 690,4	1 032,6	707,5	2 915,4	1 020,2		426,0	<b>16 757,2</b>
	Togo	14 361,3	2 924,3	731,3	92,6	510,2	3 397,0	2 856,7		<b>24 873,3</b>
	UEMOA	<b>51 074,1</b>	<b>43 287,1</b>	<b>18 797,5</b>	<b>2 163,9</b>	<b>8 569,1</b>	<b>18 584,4</b>	<b>17 046,9</b>	<b>36 599,6</b>	<b>196 122,7</b>

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)